

BULLETIN OFFICIEL

du
Département
de
l'Isère

2018
Novembre
N° 343
TOME 1



BULLETIN OFFICIEL DU DÉPARTEMENT DE L'ISÈRE

TOME 1

SOMMAIRE

DGA CHARGÉE DE LA FAMILLE

Politique : - Administration générale
Rapport sur l'action départementale en faveur de la politique égalité femme homme
Extrait des délibérations du 16 novembre 2018, dossier N° 2018 DOB F 32 02

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES

Politique : - Ressources humaines
Programme : Formation
Compte personnel de formation (CPF)
Extrait des décisions de la commission permanente du 16 novembre 2018,
dossier N° 2018 C11 F 31 97

Service gestion du personnel

Délégation de signature pour la direction territoriale de l'Isère rhodanienne
Arrêté n° 2018-8876 du 06/11/2018

Délégation de signature pour la direction des finances
Arrêté n° 2018-9072 du 06/11/2018

Délégation de signature pour la direction territoriale du Vercors
Arrêté n° 2018-9133 du 06/11/2018

Délégation de signature pour la direction de l'autonomie
Arrêté n° 2018-9134 du 06/11/2018

Délégation de signature pour la direction territoriale de la Porte des Alpes
Arrêté n° 2018-9367 du 19/11/2018

Délégation de signature pour la direction des solidarités
Arrêté n° 2018-9469 du 19/11/2018

DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES

Service des assemblées

Désignation des représentants du Président du Conseil départemental de l'Isère à la
Commission d'Appel d'Offres en cas d'absence de Monsieur André Gillet
Arrêté n° 2018-9111 du 5 novembre 2018

Délégation de signature temporaire à Madame Evelyne Michaud
Arrêté n° 2018-9247 du 5 novembre 2018

Délégation de signature temporaire à Monsieur Patrick Curtaud, Vice-président
chargé de la culture, du patrimoine et de la coopération décentralisée
Arrêté n° 2018-9429 du 13 novembre 2018

Politique : - Administration générale
Représentation du Département de l'Isère dans les commissions administratives et les
organismes extérieurs
Extrait des décisions de la commission permanente du 16 novembre 2018, dossier N° 2018
C11 F 32 102

DIRECTION DE L'AMENAGEMENT
Service agriculture et forêts

Politique : - Agriculture

Programme : Gestion de l'espace

Politique de protection et de mise en valeur des espaces agricoles et naturels périurbains (PAEN)

Extrait des délibérations du 16 novembre 2018, dossier N° 2018 DOB B 16 01

DIRECTION DE L'AUTONOMIE
Service des établissements et des services pour personnes âgées

Politique : - Personnes âgées

Programme(s) : - Hébergement personnes âgées

- Hébergement personnes handicapées

- Soutien à domicile personnes handicapées

Orientations de la tarification 2019 des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour personnes âgées et personnes handicapées

Extrait des délibérations du 16 novembre 2018, dossier N° 2018 DOB A 05 03

Politique : - Personnes âgées

Modification des critères d'allocation des aides à l'investissement pour les établissements pour personnes âgées et modalités de calcul de ces aides

Extrait des délibérations du 16 novembre 2018, dossier N° 2018 DOB A 05 04

Service des établissements pour personnes âgées et personnes handicapées

Capacité des foyers Sud Isère Grésivaudan modifiée par création de 18 places de foyer d'hébergement et 16 places de service d'activités de jour au Touvet-association familiale de l'Isère pour personnes handicapées (AFIPH)

Arrêté n° 2018-9184 du 5 novembre 2018

Service soutien à domicile PA/PH

Politique : - Personnes âgées

Programme : Soutien à domicile

Opération : APA soutien à domicile

PCH à domicile

Revalorisation du tarif de référence des SAAD

Extrait des décisions de la commission permanente du 16 novembre 2018, DOSSIER N° 2018 C11 A 05 14

DIRECTION DE L'EDUCATION, DE LA JEUNESSE ET DU SPORT
Service accueil en protection de l'enfance

Modification d'autorisation de l'établissement « Le Catalpa », géré par l'association de protection de l'enfance et d'accompagnement des adultes « Sauvegarde Isère »

Arrêté n°2018-8022 du 19/10/2018

Service jeunesse et sport

Politique : - Enfance et famille

Programme : Accompagnement des jeunes

Opération : Prévention spécialisée et animation de prévention

Rapport d'orientation relatif à l'animation de prévention

Extrait des délibérations du 16 novembre 2018, DOSSIER N° 2018 DOB A 01 01

**



EXTRAIT DES DÉLIBÉRATIONS

Séance du 16 novembre 2018

DOSSIER N° 2018 DOB F 32 02

Politique : - Administration générale

Rapport sur l'action départementale en faveur de la
politique égalité femme homme

Dépôt en Préfecture le : 23 nov 2018

Le Conseil départemental,

Vu le rapport du Président n° 2018 DOB F 32 02,

**Vu l'avis de la commission des finances, des ressources humaines et des moyens
généraux,**

**Entendu, le rapport du rapporteur Monsieur Pierre GIMEL au nom de la commission
des finances, des ressources humaines et des moyens généraux,**

Après en avoir délibéré,

DECIDE

de prendre acte du bilan de l'action départementale sur la politique égalité femme homme.

Données arrêtées au 31/12/2017 sauf mention spécifique

Ce document est basé sur une sélection des données du Rapport sur l'Etat de la Collectivité 2017, présenté au CT du jeudi 28 juin 2018 et des calculs complémentaires sur des données RH.

Il sera joint aux documents destinés au Débat d'Orientation Budgétaire.

Le périmètre étudié est constitué des agents titulaires sur poste permanent à temps complet, soit 3337 agents, et des contractuels sur emplois permanents soit 531 agents, soit au total **3868** agents sur poste permanent, conformément aux définitions du Rapport, sauf indication différente.

Pour rappel, le périmètre du bilan social 2016 était constitué des agents en poste, notion spécifique au Département de l'Isère, soit **4580** agents.

SOMMAIRE

- 1 EFFECTIFS
 - 1.1 Répartition de l'effectif
 - 1.2 Répartition de l'encadrement par genre
- 2 TITULARISATIONS, AVANCEMENTS ET CARRIERE
 - 2.1 Avancements de grade par genre et par filière
 - 2.2 Promotions internes par genre et par filière
 - 2.3 Détails des avancements de grade par genre et par cadre d'emplois 2017
 - 2.4 Détails des promotions internes par genre et par cadre d'emplois 2017
- 3 FORMATION, SUIVI DES PARCOURS PROFESSIONNELS
 - 3.1 Agents partant en formation au moins une fois dans l'année
 - 3.2 Répartition des agents reçus en entretien professionnel
 - 3.3 Répartition femmes / hommes et par tranche d'âge des agents reçus en entretien professionnel
 - 3.4 Répartition des congés de formation
- 4 REMUNERATION
 - 4.1 Salaire mensuel net médian des agents titulaires
- 5 TEMPS DE TRAVAIL
 - 5.1 Répartition des agents titulaires par quotité de temps de travail
 - 5.2 Taux d'absentéisme des agents sur poste permanent par genre

1 EFFECTIFS

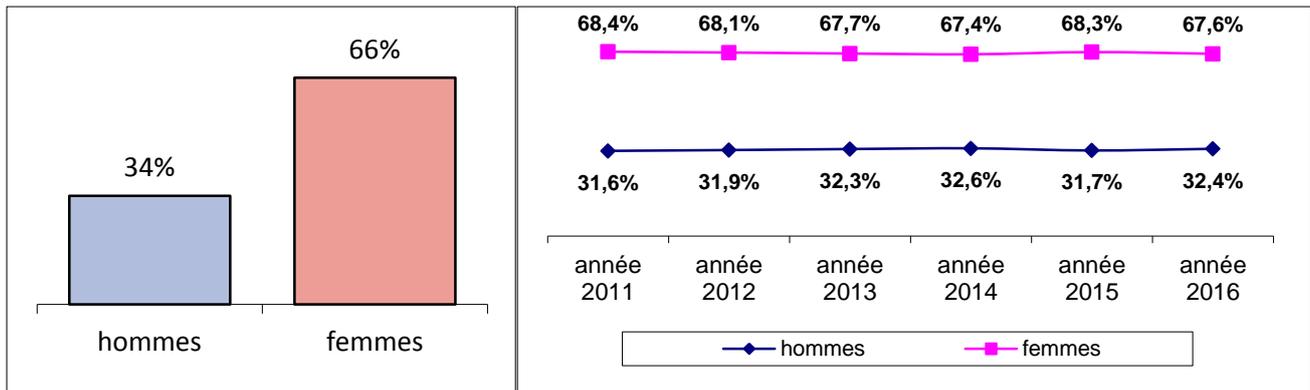
1.1 Répartition de l'effectif

1.1.1 Répartition des agents par genre

Ind. 1.1.1 page 17

Situation 2017 (3347 agents titulaires)

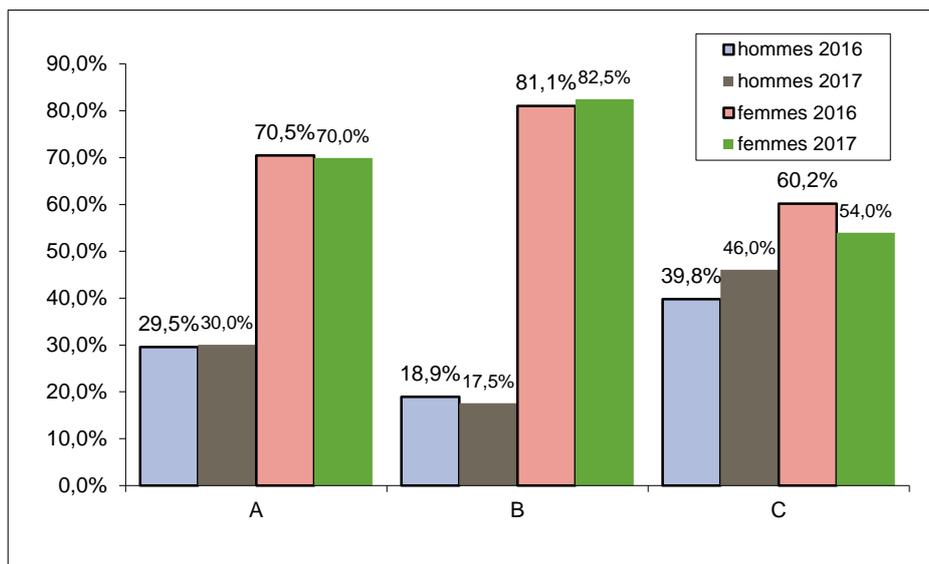
Evolution depuis 2011 (ensemble des agents)



1.1.2 Répartition détaillée

1.1.2.1 Répartition par genre et par catégorie hiérarchique

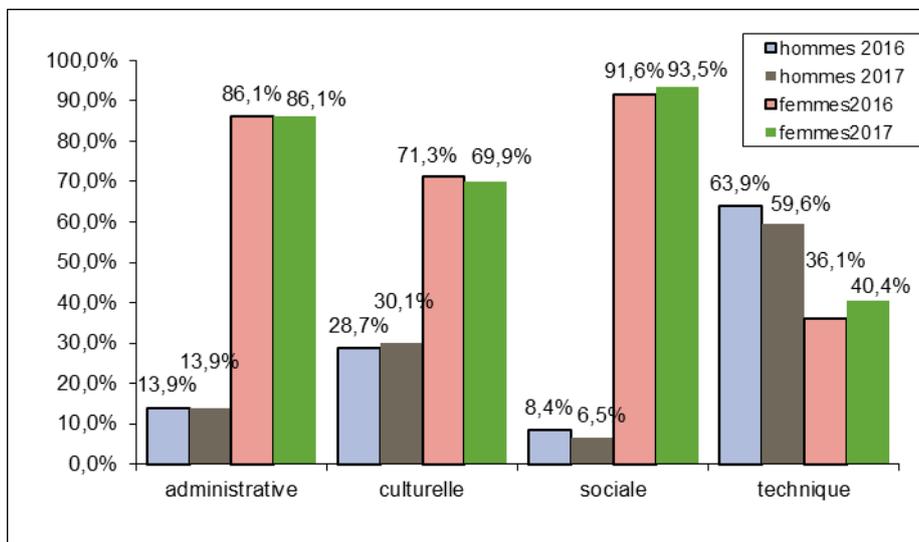
périmètre : 2016 : agents en poste, 2017: agents sur poste permanent
indicateur 1.1.2 p 19



1.1.2.2 Répartition par genre et par filière

périmètre : 2016 : agents en poste, 2017: agents sur poste permanent ajouter au graphique ci-dessous un agent en filière sportive et un agent en filière animation

Indicateur 1.1.2 p 19 et p 29



1.2 Répartition de l'encadrement par genre

Le tableau ci-dessous comptabilise les postes de cadres encadrants selon les niveaux de responsabilité. Certains postes, dans les petites directions territoriales, couvrent deux services distincts sur l'organigramme (service ressources et service éducation ou bien service éducation et service aménagement). Il n'est alors compté qu'un seul poste. Les agents assurant l'intérim d'un service ne sont pas comptés au titre de cette fonction transitoire. Il n'est retenu que la notion de cadre encadrant.

Calculs sur données Rh

En 2017

Niveau de responsabilité	Femmes	Hommes	Total	% femmes	% hommes
01 - DG & DGA	2	3	5	40%	60%
02 - Directeur (trice)	12	15	27	44%	56%
03 - Directeur(trice) adjoint(e)	11	10	21	52%	48%
04 - Chef de service et assimilé	141	74	215	66%	34%
Total	166	102	268	62%	38%

En 2016

Niveau de responsabilité	Femmes	Hommes	Total	% femmes	% hommes
01 - DG & DGA	2	3	5	40,0%	60,0%
02 - Directeur (trice)	11	17	28	39,3%	60,7%
03 - Directeur(trice) adjoint	11	10	21	52,4%	47,6%
04 - Chef de service et assimilé	152	78	230	66,1%	33,9%
Total	176	108	284	62,0%	38,0%

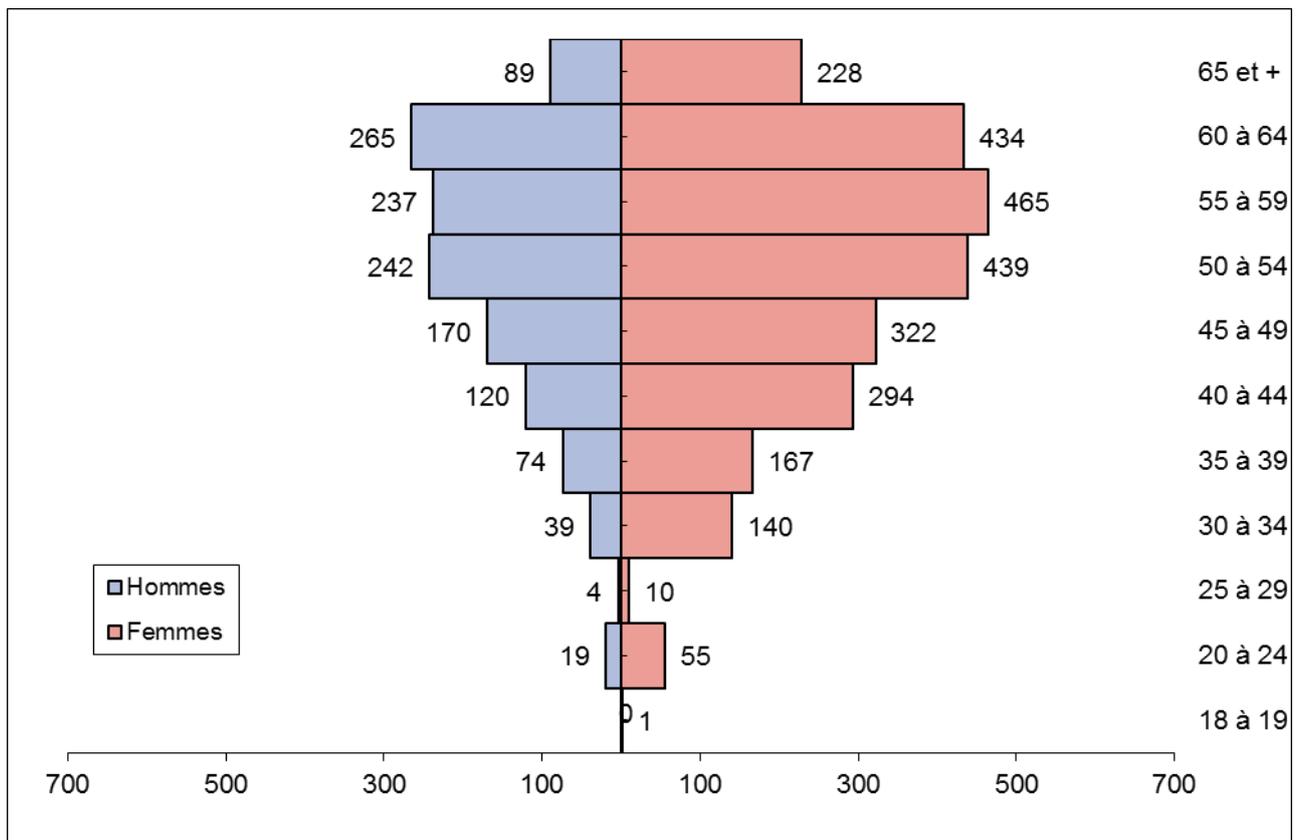
En 2014

Niveau de responsabilité	Femmes	Hommes	Total	% femmes	% hommes
01 - DG & DGA & déléguée générale à l'organisation territoriale	2	3	5	40%	60%
02 - Directeur(trice)	9	18	27	33,3%	66%
03 - Directeur(trice) adjoint(e)	14	12	26	53,8%	46,2%
04 - Chefs de service, adjoint au chef de service, responsable de musée	163	82	245	66,5%	33,5%
Total	188	115	303	62,0%	38,0%

La proportion de femmes s'amenuise avec l'élévation du niveau hiérarchique même si elles constituent globalement presque les deux-tiers de l'encadrement.

1.2.1 Pyramide des âges par genre

Indicateur 1.7.1 page 60 -Périmètre : agents sur poste permanent



1.2.2 Age moyen par genre

1.2.2.1 Age moyen de l'ensemble des agents

Calcul sur données RH

	2011	2012	2014	2016	2017 agents sur poste permanent
Femmes	45 ans et 6 mois	46 ans et 6 mois	46 ans et 4 mois	46 ans 11 mois	46 ans 3 mois
Hommes	45 ans et 7 mois	46 ans et 10 mois	46 ans et 1 mois	46 ans 8 mois	47 ans 6 mois

1.2.2.2 Age moyen de l'encadrement par niveau de responsabilité

	2016			2017		
	niveau 01*	niveau 02	niveau 03	niveau 01	niveau 02	niveau 03
Femme	51 ans 4 mois	45 ans 11 mois	48 ans 4 mois	49	49	49
Homme	49 ans 4 mois	48 ans 5 mois	47 ans 7 mois	50	47	48
Total	50 ans 1 mois	47 ans 1 mois	48 ans 1 mois	49	48	48

*Niveau 01 - direction générale, directeurs généraux adjoints, directeurs territoriaux ou départementaux

Niveau 02 - directeurs adjoints territoriaux ou centraux

Niveau 03 - chefs ou responsables de service, adjoints aux chefs de service

1.2.2.3 Age moyen par genre et par catégorie

2017 (agents sur poste permanents)	A	B	C
Femme	47	45	47
Homme	46	47	47
2016	A	B	C
Femme	47	45	48
Homme	47	47	47
2015	A	B	C
Femme	46	45	48
Homme	46	46	46

1.2.3 Ancienneté par genre

Calcul sur données RH

Périmètre : agents sur poste permanent

	2014	2015	2016	2017
Femme	12 ans 5 mois	14 ans 9 mois	14 ans 10 mois	12 ans et 5 mois
Homme	8 ans 7 mois	11 ans 9 mois	11 ans 10 mois	10 ans
Total	nc	13 ans 7 mois	13 ans 8 mois	11 ans 7 mois

2 TITULARISATIONS, AVANCEMENTS ET CARRIERE

2.1 Avancements de grade par genre et par filière

	filière act. Phys. sportive		filière administrative		filière technique		Filière culturelle		filière sociale		TOTAL	
	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H
ANNEE 2014												
A			9	2	3	11	0	0	17	2	29	15
B			37	3	1	2	0	0	16	2	54	7
C			43	2	52	99	0	0	0	0	95	101
TOTAL 2014			89	7	56	112	0	0	33	4	178	123
ANNEE 2015												
A			12	2	11	9	0	0	24	5	47	16
B			49	6	1	3	7	4	19	1	76	14
C			22	5	73	81	1	2	0	0	96	88
TOTAL 2015			83	13	85	93	8	6	43	6	219	118
ANNEE 2016												
A			11	3	7	9	0	0	22	2	40	14
B			2	0	1	17	1	0	19	0	23	17
C			42	4	58	61	1	2	0	0	101	67
TOTAL 2016			55	7	66	87	2	2	41	2	164	98
ANNEE 2017												
A			10	3	0	0	2	0	22	4	34	7
B			54	5	0	2	0	0	19	1	73	8
C			29	3	76	121	5	2	0	0	110	126
TOTAL 2017			93	11	76	123	7	2	41	5	217	141

2.2 Promotions internes par genre et par filière

	filière administrative		filière technique		Filière culturelle		filière sociale		TOTAL	
	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H
ANNEE 2014										
A	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
B	5	2	0	2	1	0	0	0	6	4
C	8	0	8	14	1	0	0	0	17	14
TOTAL ANNEE 2014	13	2	8	16	2	0	0	0	23	18
ANNEE 2015										
A	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
B	3	0	1	2	1	1	1	0	6	3
C	18	1	3	9	0	0	0	0	21	10
TOTAL ANNEE 2015	21	1	4	11	1	1	1	0	27	13
ANNEE 2016										
A	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
B	3	0	0	2	0	0	0	0	3	2
C	6	2	3	13	0	0	0	0	9	15
TOTAL ANNEE 2016	9	2	3	15	0	0	0	0	12	17
ANNEE 2017										
A	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
B	4	0	0	2	0	0	1	0	5	2
C	6	1	6	5	0	1	0	0	12	7
TOTAL 2017	10	1	6	7	0	1	1	0	17	9

2.3 Détails des avancements de grade par genre et par cadre d'emplois 2017

Indicateur 1.5.4 page 53 et suivantes

cat	grade actuel	nouveau grade	Femmes		Hommes	
			promu	Promouv.	promu	Promouv.
A	Administrateur	Administrateur hors classe	1	1		
	Attaché de conservation du patrimoine	Attaché principal de conservation du patrimoine	1	3		
	Attaché territorial	Attaché principal	7	22	2	10
	Bibliothécaire territorial	Bibliothécaire principal	1	1		
	Cadre de santé 1ère classe	Cadre supérieur de santé	1	1		
	Cadre de santé 2ème classe	Cadre de santé 1ère classe	3	8		
	Conseiller socio-éducatif	Conseiller supérieur socio-ed	3	9	1	2
	Conservateur bibliothèque	Conservateur de bibliothèques en chef		2		
	Conservateur du patrimoine	Conservateur en chef du patrimoine				1
	Directeur territorial	Attaché hors classe	2	9	1	2
	infirmier soins généraux classe	infirmier soins gx classe sup	1	1		

	normale					
	infirmier soins gx classe sup	infirmier soins gx hors classe	1	5	2	2
	Ingénieur	Ingénieur principal 2016		10		4
	Ingénieur chef hors classe	Ingénieur général				1
	Médecin de 1ère classe	Médecin hors classe	1	5	1	1
	Médecin de 2ème classe	Médecin de 1ère classe	1	2		
	Médecin hors classe	Médecin hors classe échelon spécial	3	7		
	Psychologue classe normale	Psychologue hors classe	1	1		
	Puéricultrice classe normale	Puéricultrice cl supérieure	1	3		
	Puéricultrice cl supérieure	Puéricultrice hors classe	6	17		
Total A			34	107	7	23
B	Assistant 2-de conservation principal 2ème classe	Assistant 1-de conservation principal 1ère classe		7		1
	Assistant de conservation	Assistant 2-de conservation principal 2ème classe		1		
	Assistant socio- éducatif	Assistant socio- éducatif principal	19	60		2
	rédacteur	rédacteur principal 2ème cl	21	67	3	10
	rédacteur principal 2ème cl	rédacteur principal 1ère cl	33	85	2	10
	Technicien paramédical cl norm	Technicien paramédical cl sup		1	1	2
	Technicien principal 2ème classe	Technicien principal 1ère classe		7	1	23
	Technicien territorial	Technicien principal 2ème classe		1	1	14
Total B			73	229	8	62
C	2016 Adjoint technique 3-principal 2ème classe EE	Adjoint techniq princ 1è cl EE	1	1		
	Adjoint adm principal 2ème cl	Adjoint adm principal 1ère cl	29	57	3	5
	Adjoint administratif 2017	Adjoint adm principal 2ème cl		44		4
	Adjoint du patrimoine	Adjoint pat principal 2ème cl	1	7		7
	Adjoint pat principal 2ème cl	Adjoint pat principal 1ère cl	4	7	2	4
	Adjoint techniq princ	Adjoint techniq princ	3	6	4	7

	2è cl EE	1è cl EE				
	Adjoint technique	Adjoint technique princ 2è cl	6	77	12	62
	Adjoint technique 3-principal 2ème clas EE	Adjoint techniq princ 1è cl EE		1		
	Adjoint technique princ 2è cl	Adjoint technique princ 1è cl	60	117	61	124
	Agent de maitrise	Agent de maitrise principal	6	19	44	81
Total C			110	336	126	294
total			217	672	141	379

En 2017, sur 100 Femmes promouvables à l'avancement de grade, 32 ont été promues. Sur 100 hommes promouvables, 37 ont été effectivement promus.

Pour rappel,

En 2016, sur 100 Femmes promouvables à l'avancement de grade, 28 ont été promues. Sur 100 hommes promouvables, 33 ont été effectivement promus.

En 2015, sur 100 Femmes promouvables à l'avancement de grade, 33 ont été promues. Sur 100 hommes promouvables, 38 ont été effectivement promus.

En 2014, sur 100 Femmes promouvables à l'avancement de grade, 34 ont été promues. Sur 100 hommes promouvables, 37 ont été effectivement promus.

2.4 Détails des promotions internes par genre et par cadre d'emplois 2017

grade actuel	nouveau_grade	Feminin promu	Promouvables	Masculin promu	Promouvables
Attaché de conservation du patrimoine	Conservateur du patrimoine		1		
A			1		
Assistant 1-de conservation principal 1ère classe	Attaché de conservation du patrimoine		12		4
	Bibliothécaire territorial		12		4
Assistant 2-de conservation principal 2ème classe	Attaché de conservation du patrimoine		7		1
	Bibliothécaire territorial		7		1
Assistant socio-éducatif	Conseiller socio-éducatif		5		
Assistant socio-éducatif principal	Conseiller socio-éducatif	1	264		12
rédacteur	Attaché territorial		57		8
rédacteur principal 1ère cl	Attaché territorial	4	221		8
rédacteur principal 2ème cl	Attaché territorial		79		10
Technicien principal 1ère classe	Ingénieur		10	2	51

B		5	674	2	99
Adjoint adm principal 1ère cl	rédacteur	2	42	1	6
	rédacteur principal 2ème cl (pi exa pro)	2	2		
Adjoint adm principal 2ème cl	rédacteur principal 2ème cl (pi exa pro)	2	2		
Adjoint pat principal 1ère cl	Assistant de conservation		1	1	1
Adjoint pat principal 2ème cl	Assistant de conservation		6		3
Adjoint technique princ 1è cl	Technicien territorial		105		183
Agent de maitrise	Technicien territorial		32		100
Agent de maitrise principal	Technicien territorial			2	79
Adjoint techniq princ 2è cl EE	Agent de maitrise		9		6
Adjoint technique princ 1è cl	Agent de maitrise	4	106	2	183
Adjoint technique princ 2è cl	Agent de maitrise	2	130	1	123
C		12	435	7	684
Total		17	1110	9	783

En 2017, 1.5% de femmes étaient promues et 1.1% des hommes étaient promus.

En 2016, 1% de femmes étaient promues et 2% des hommes étaient promus.

En 2015, 3% de femmes étaient promues et 2% des hommes étaient promus.

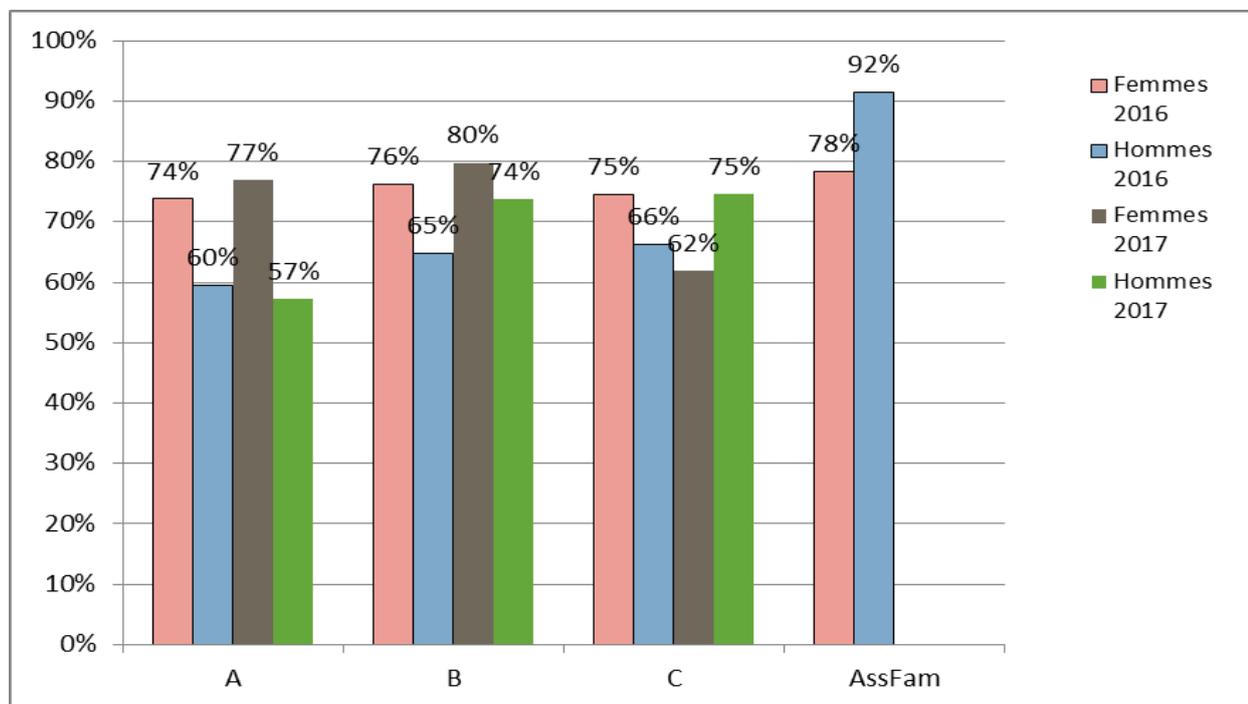
En 2014, 2% de femmes étaient promues et 3% des hommes étaient promus.

3 FORMATION, SUIVI DES PARCOURS PROFESSIONNELS

3.1 Agents partant en formation au moins une fois dans l'année

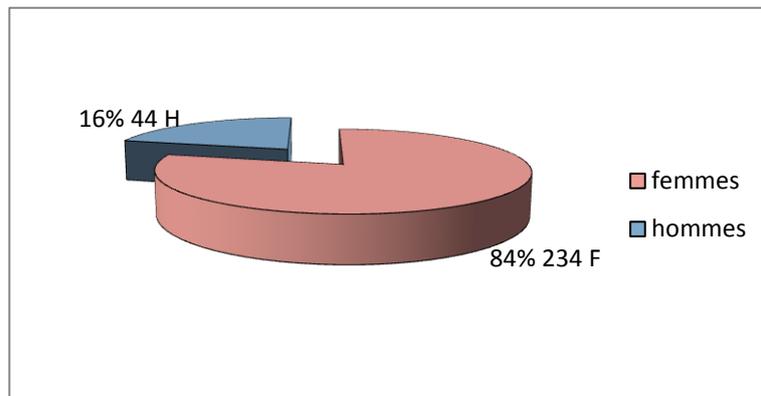
Indicateur 5.1.1 page 99

Le graphique ci-dessous montre le pourcentage d'agents (périmètre 2016 : agents en poste et assistants familiaux, périmètre 2017 : agents sur poste permanent) étant partis en formation au moins une fois dans l'année, avec une déclinaison par catégorie hiérarchique et genre.



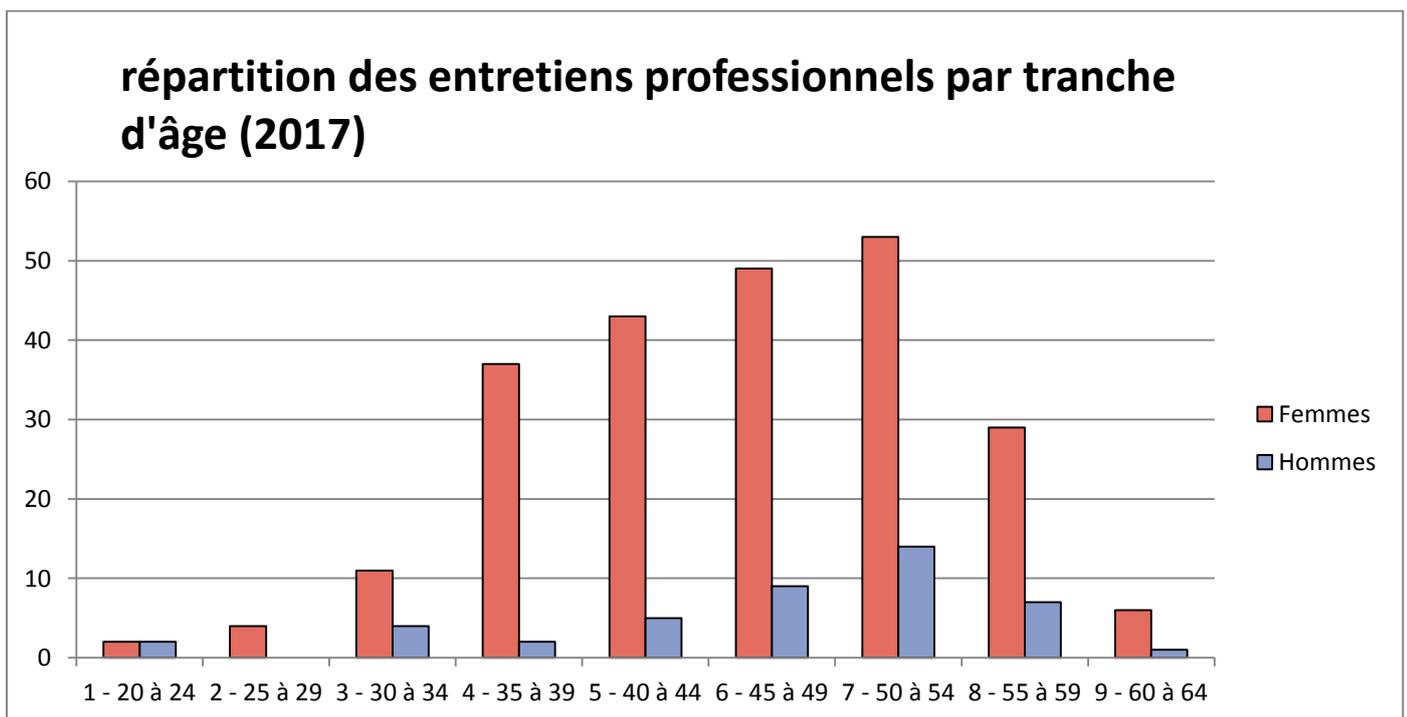
3.2 Répartition des agents reçus en entretien professionnel

En 2017



En 2016, la répartition indiquait une proportion 79% de femmes /21% d'hommes.

3.3 Répartition femmes / hommes et par tranche d'âge des agents reçus en entretien professionnel



78% des agents reçus ont plus de 40 ans (même pourcentage pour 2016).

3.4 Répartition des congés de formation

Indicateur 5.1.3 page 102

12 femmes et 3 hommes ont bénéficié d'un congé formation

4 REMUNERATION

4.1 Salaire mensuel net médian des agents titulaires

Pour obtenir le salaire net médian, on commence par trier les salaires des agents par ordre croissant (du plus petit au plus grand), puis l'on identifie le montant du salaire partageant les agents en deux populations distinctes : la première partie correspond à la moitié des agents percevant des salaires les plus bas et l'autre moitié correspond aux agents percevant les salaires les plus hauts.

4.1.1 Salaire mensuel net médian par catégorie 2017

Cat hier	Femmes		Hommes		Moyenne		écart H/F
	Annuel	Mensuel	Annuel	Mensuel	Annuel	Mensuel	
A+	52 104	4 342	63 228	5 269	55 068	4 589	21%
A	33 744	2 812	38 136	3 178	34 872	2 906	13%
B	28 224	2 352	28 404	2 367	28 248	2 354	1%
C	20 376	1 698	23 256	1 938	21 324	1 777	14%

4.1.2 Salaire mensuel net médian par catégorie 2016

Cat	Femmes		Hommes		Moyenne		écart H/F
	Annuel	Mensuel	Annuel	Mensuel	Annuel	Mensuel	
A+	48 096	4 008	61 740	5 145	51 996	4 333	28 %
A	33 336	2 778	38 004	3 167	34 440	2 870	14 %
B	27 852	2 321	28 188	2 349	27 888	2 324	1 %
C	20 076	1 673	23 004	1 917	21 012	1 751	15%
Moyenne pondérée	26 596	2 216	27 146	2 220	26 792	2 233	

4.1.3 Salaire mensuel net médian par catégorie 2015

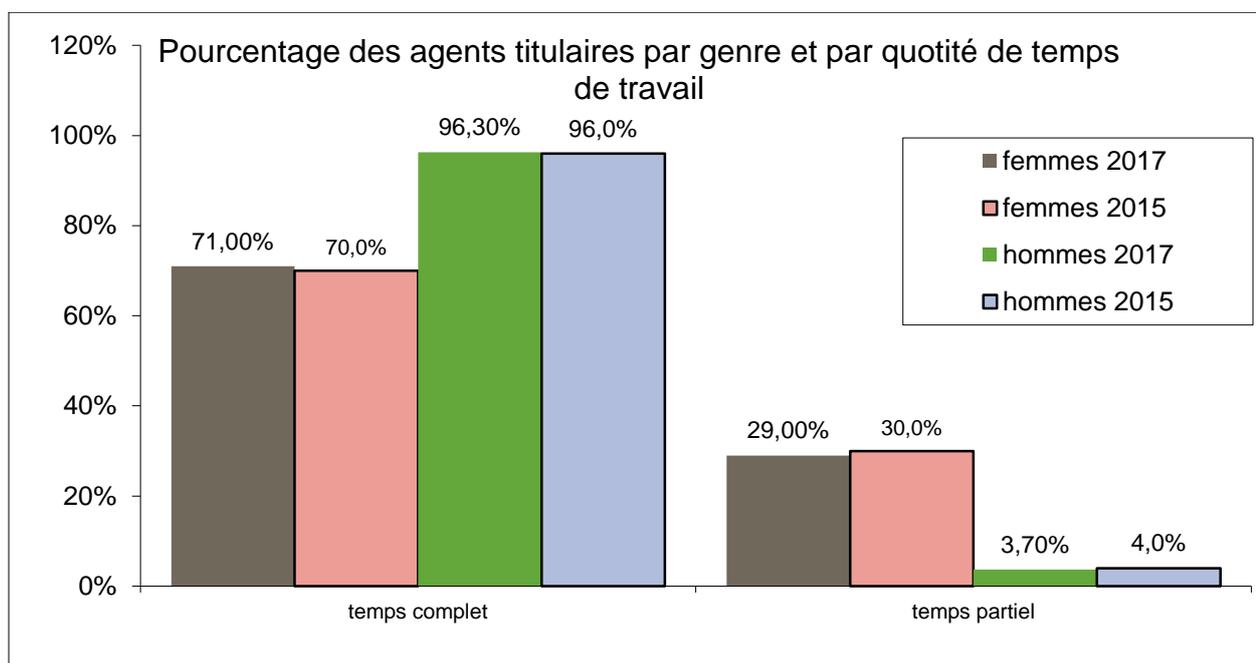
Cat	Femmes		Hommes		Moyenne		écart H/F
	Annuel	Mensuel	Annuel	Mensuel	Annuel	Mensuel	
A+	47 580	3 965	58 752	4 896	51 624	4 302	23%
A	32 820	2 735	37 668	3 139	33 948	2 829	15%
B	27 780	2 315	27 996	2 333	27 804	2 317	1%
C	20 064	1 672	23 220	1 935	21 024	1 752	16%
Moyenne pondérée	26 384	2 198	27 174	2 265	26 666	2 222	

5 TEMPS DE TRAVAIL

5.1 Répartition des agents titulaires par quotité de temps de travail

indicateur 1.1.2 page 20 – agents sur poste à temps complet

2017	Temps complet	Temps partiel
Femmes	1 560	639
Hommes	1 097	41
Total	2 657	680



La comparaison est effectuée avec l'année 2015 pour garder le périmètre comparable des agents titulaires.

5.2 Taux d'absentéisme des agents sur poste permanent par genre

Calculs d'après l'indicateur 2.1.1 p 63 et suivantes

	Femmes		Hommes		Moyenne	
	2017	2016	2017	2016	2017	2016
CMO	5,11%	5,41%	3,20%	3,16%	4,46%	4,64%
CLM CLD	2,10%	1,94%	1,70%	1,79%	1,90%	1,89%
maternité-paternité	0,94%	1,04%	0,06%	0,05%	0,64%	0,70%
autor. Absence	0,25%	0,26%	0,16%	0,15%	0,22%	0,22%
accident travail	0,51%	0,51%	0,66%	0,64%	0,56%	0,56%
maladie prof.	0,29%	0,32%	0,12%	0,30%	0,23%	0,32%
Total	9,20%	9,48%	5,90%	6,10%	8,02%	8,32%
Total hors maternité	8,26%	8,44%	5,84%	6,05%	7,35%	7,62%



**EXTRAIT DES DÉCISIONS
DE LA COMMISSION PERMANENTE**

Séance du 16 novembre 2018

DOSSIER N° 2018 C11 F 31 97

**Politique : - Ressources humaines
Programme : Formation**

Objet : Compte personnel de formation (CPF)

Dépôt en Préfecture le : 20 nov 2018

La commission permanente,

Vu le rapport du Président N° 2018 C11 F 31 97,

Vu l'avis de la commission des finances, des ressources humaines et des moyens généraux,

DECIDE

au vu de l'avis favorable du comité technique du 4 octobre 2018,

d'adopter la mise en œuvre du compte personnel de formation au sein du Département de l'Isère à compter du 1^{er} janvier 2019.



Arrêté n° 2018-8876 du 06/11/2018

**Arrêté portant délégation de signature pour la direction territoriale
de l'Isère rhodanienne**

Le Président du Conseil départemental

Vu l'article L 3221-3 du code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté n° 2018-4482 portant organisation des services du Département,

Vu l'arrêté n° 2018-4065 relatif aux attributions de la direction territoriale de l'Isère rhodanienne,

Vu l'arrêté n° 2018-4561 portant délégation de signature pour la direction territoriale de l'Isère rhodanienne,

Considérant, l'absence de **Madame Nathalie Besset** empêchée et remplacée par **Madame Laurence Theuillon** à compter du 06 août 2018,

Considérant, **Madame Karine Geneaux**, adjointe au chef du service enfance-famille par intérim à compter du 22 octobre 2018,

Considérant, **Madame Delphine Roux**, chef de service autonomie par intérim, à compter du 1^{er} novembre 2018,

Sur proposition du Directeur général des services du Département,

Arrête :

Article 1 :

Délégation est donnée à **Madame Corine Brun**, directrice du territoire de l'Isère rhodanienne, et à **(poste vacant)**, directrice adjointe, pour signer tous les actes et correspondances entrant dans les attributions de la direction territoriale à l'exclusion :

- des rapports à l'assemblée départementale et à la commission permanente,
- des délibérations du Conseil départemental de l'Isère et de la commission permanente,
- des délégations de service public, contrats de partenariat et leurs avenants,
- des notifications de subvention,
- de toutes lettres posant une orientation de la collectivité ou une décision de principe, adressées notamment aux élus,
- des arrêtés portant tarification,
- des mémoires rédigés dans le cadre d'un contentieux,
- des ordres de missions lorsque le moyen de transport est l'avion,
- des conventions avec incidence financière et de leurs avenants, à l'exception des marchés publics et des conventions relatives aux actions menées dans le cadre des Conférences Territoriales des Solidarités.

Article 2 :

Délégation est donnée à :

Monsieur Jean-Maxime Rome, chef du service aménagement et à
(Poste vacant), adjoint au chef du service aménagement,

(Poste vacant), chef du service éducation,

Madame Sophie Tanguy, chef de service éducation par intérim

Madame Naïma Perrin-Bayard, chef de service éducation par intérim

Madame Nathalie Besset, chef du service enfance-famille et à

Madame Laurence Theuillon, chef de service enfance-famille par intérim et à

Madame Karine Geneaux, adjointe au chef du service enfance-famille par intérim,

Madame Delphine Roux, chef du service autonomie par intérim et à

(Poste vacant), adjointe au chef de service autonomie,

Madame Maud Makeieff, chef du service développement social et à

Mesdames Véronique Charleux-Manneveau et Ségolène Arnaud, adjointes au chef du service développement social,

pour signer tous les actes et correspondances entrant dans les attributions du territoire, y compris les sections au titre du traitement aux limites.

Sont exclus de leur domaine de compétence les actes visés à l'article 1 ci-dessus et les actes suivants :

- marchés (à l'exception des marchés à procédure adaptée),
- arrêtés de subventions,
- règlements amiables des dommages corporels et matériels causés à des particuliers,
- demandes et déclarations réglementaires liées à l'acte de construction,
- ordres de mission pour déplacements réguliers dans le département ou départements limitrophes,
- ordres de mission ponctuels pour les déplacements hors de France métropolitaine.

Article 3 :

Délégation est donnée à **Madame Florence Revol**, chargée de mission auprès du service développement social, pour signer tous les actes relevant des dispositifs liés à l'insertion des jeunes et des adultes, à l'accès au logement et aux actions sociales polyvalentes.

Article 4 :

Délégation est donnée à **Madame Elise Jacquin-Dantin**, conseillère technique auprès du service enfance-famille, pour signer tous les actes relevant des dispositifs liés à la prévention, l'aide sociale à l'enfance et à la protection maternelle et infantile.

Article 5 :

En cas d'absence de

Madame Corine Brun, directrice du territoire, l'intérim est assuré par le Directeur général adjoint chargé de l'attractivité du territoire

Article 6 :

En cas d'absence d'un chef de service ou d'un adjoint au chef de service, la délégation qui leur est conférée par l'article 2 peut être assurée par l'un des chefs de service ou adjoints au chef de service de la direction territoriale de l'Isère rhodanienne.

En cas d'absence du chargé de mission « développement social », la délégation qui lui est conférée par l'article 3, peut être assurée par le chef de service développement social ou les adjointes au chef du service développement social.

En cas d'absence du conseiller technique « enfance-famille », la délégation qui lui est conférée par l'article 4, peut être assurée par le chef de service enfance-famille ou l'adjointe au chef du service enfance-famille.

Article 7 :

L'arrêté n° 2018-6534 est abrogé à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Article 8 :

Le Directeur général des services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

Date de dépôt en préfecture : 08/11/2018



Arrêté n° 2018-9072 du
06/11/2018

Arrêté portant délégation de signature pour la direction des finances

Le Président du Conseil Département

Vu l'article L 3221-3 du code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté n°2018-4482 portant organisation des services du Département,

Vu l'arrêté n° 2018-4053 relatif aux attributions de la direction des finances,

Vu l'arrêté n° 2018-5880 portant délégation de signature pour la direction des finances

Vu l'arrêté nommant **Madame Liliane Pupin**, coordonnatrice du service administratif et financier n°7, à compter du 1^{er} novembre 2018,

Sur proposition du Directeur général des services du Département,

Arrête :

Article 1 :

Délégation est donnée à **Monsieur Hervé Monnet**, directeur des finances, pour signer tous les actes et correspondances entrant dans les attributions de la direction des finances, à l'exclusion :

- des rapports à l'assemblée départementale et à la commission permanente,
- des délibérations du Conseil départemental de l'Isère et de la commission permanente,
- des délégations de service public, contrats de partenariat et leurs avenants,
- des notifications de subvention,
- de toutes lettres posant une orientation de la collectivité ou une décision de principe, adressées notamment aux élus,
- des mémoires rédigés dans le cadre d'un contentieux,
- des ordres de mission lorsque le moyen de transport est l'avion.

Article 2 :

Délégation est donnée à :

Monsieur Jacques Zerbib, chef du service stratégie financière et programmation et à

Madame Nelly Dagon, chef du service pilotage et méthode, et à

Monsieur Vincent Thourigny, adjoint au chef de service pilotage et méthode,

Madame Barbara Martin, chef du service administratif et financier n°1, et à
Monsieur Philippe Le Floch, chef du service administratif et financier n°2, et à
Monsieur Luc Boissise, chef du service administratif et financier n°3, et à
Madame Karen Peaudcerf, chef du service administratif et financier n°4, et à
Madame Amélie Aguirre, coordonnatrice du service administratif et financier n°4, et à
Madame Aurélie Hernandez, coordonnatrice du service administratif et financier n°4 et à
Madame Nelly Thirion, chef du service administratif et financier n°5, et à
Madame Sophie Prault, chef du service administratif et financier n°6, et à
Madame Delphine Schmitt, coordonnatrice du service administratif et financier n°6 et à
Madame Maryse Chichignoud, chef du service administratif et financier n°7, et à
Madame Liliane Pupin, coordonnatrice du service administratif et financier n°7 et à
Monsieur Aurélien Budillon, chef du service administratif et financier n°8 et à
Madame Anne Excoffier, coordonnatrice du service administratif et financier n°8,

pour signer tous les actes et correspondances entrant dans leurs attributions à l'exclusion des actes visés à l'article 1 ci-dessus et des actes suivants :

- marchés (à l'exception des marchés à procédure adaptée),
- arrêtés de subventions,
- conventions avec incidence financière et de leurs avenants,
- règlements amiables des dommages corporels et matériels causés à des particuliers,
- ordres de mission pour déplacements réguliers dans le département ou les départements limitrophes,
- ordres de mission ponctuels pour les déplacements hors de France métropolitaine.

Article 3 :

En cas d'absence de **Monsieur Hervé Monnet**, directeur, la délégation qui lui est conférée peut être assurée par un des directeurs ou directeurs adjoints d'une autre direction.

Article 4 :

En cas d'absence d'un chef de service, d'un adjoint au chef de service ou d'un coordonateur, la délégation qui leur est conférée par l'article 2 peut être assurée par l'un des chefs de service ou adjoints au chef de service de la direction des finances.

Article 5 :

L'arrêté n° 2018-5880 est abrogé à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Article 6 :

Le Directeur général des services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

Date de dépôt en Préfecture : 08/11/2018



Arrêté n° 2018-9133 du 06/11/2018

**Arrêté portant délégation de signature pour la direction territoriale
du Vercors**

Le Président du Conseil départemental

Vu l'article L 3221-3 du code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté n° 2018-4482 portant organisation des services du Département,

Vu l'arrêté n° 2018-4073 relatif aux attributions de la direction territoriale du Vercors,

Vu l'arrêté n° 2018-4104 portant délégation de signature pour la direction territoriale du Vercors,

Vu l'arrêté nommant **Monsieur David Martin**, directeur du territoire du Vercors à compter du 1^{er} novembre 2018,

Sur proposition du Directeur général des services du Département,

Arrête :

Article 1 :

Délégation est donnée à **Monsieur David Martin**, directeur du territoire du Vercors, pour signer tous les actes et correspondances entrant dans les attributions de la direction territoriale à l'exclusion :

- des rapports à l'assemblée départementale et à la commission permanente,
- des délibérations du Conseil départemental de l'Isère et de la commission permanente,
- des délégations de service public, contrats de partenariat et leurs avenants,
- des notifications de subvention,
- de toutes lettres posant une orientation de la collectivité ou une décision de principe adressées, notamment, aux élus,
- des arrêtés portant tarification,
- des mémoires rédigés dans le cadre d'un contentieux,
- des ordres de mission lorsque le moyen de transport est l'avion,
- des conventions avec incidence financière et de leurs avenants, à l'exception des marchés publics et des conventions relatives aux actions menées dans le cadre des Conférences Territoriales des Solidarités.

Article 2 :

Délégation est donnée à :

Madame Pascale Brives, chef du service solidarité, et à

Madame Corinne Petit-Querini, adjointe au chef du service solidarité et responsable accueil familial,

Monsieur Stéphane Rambaud, chef du service aménagement,

Madame Isabelle Hellec, chef du service éducation,

pour signer tous les actes et correspondances entrant dans les attributions du territoire, y compris les sections au titre du traitement aux limites.

Sont exclus de leur domaine de compétence les actes visés à l'article 1 ci-dessus et les actes suivants :

- marchés (à l'exclusion des marchés à procédure adaptée),
- arrêtés de subventions,
- règlements amiables des dommages corporels et matériels causés à des particuliers,
- demandes et déclarations réglementaires liées à l'acte de construction,
- ordres de mission pour déplacements réguliers dans le département ou les départements limitrophes,
- ordres de mission ponctuels pour les déplacements hors de France métropolitaine.

Article 3 :

En cas d'absence de **Monsieur David Martin**, directeur du territoire, la délégation qui lui est conférée peut être assurée par un des directeurs ou directeurs adjoints d'un autre territoire.

Article 4 :

En cas d'absence d'un chef de service ou d'un adjoint au chef de service, la délégation qui lui est conférée par l'article 2 peut être assurée par l'un des chefs de service de la direction territoriale du Vercors.

Article 5 :

L'arrêté n° 2018-4104 est abrogé à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Article 6 :

Le Directeur général des services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs du Département.

Date dépôt préfecture : 08/11/2018



Arrêté n° 2018-9134 du 06/11/2018

Arrêté portant délégation de signature pour la direction de l'autonomie

Le Président du Conseil départemental

Vu l'article L 3221-3 du code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté n° 2018-4482 portant organisation des services du Département,

Vu l'arrêté n° 2018-4052 relatif aux attributions de la direction de l'autonomie,

Vu l'arrêté n° 2018-8277 portant délégation de signature pour la direction de l'autonomie,

Vu l'arrêté nommant **Monsieur Michel Mogis**, adjoint au chef du service des établissements pour les personnes âgées et handicapées à compter du 1^{er} novembre 2018,

Sur proposition du Directeur général des services du Département,

Arrête :

Article 1 :

Délégation est donnée à **Madame France Lamotte**, directrice de l'autonomie et à **Madame Sandrine Robert**, directrice adjointe, à l'effet de signer tous les actes et correspondances entrant dans les attributions de la direction de l'autonomie, à l'exclusion :

- des rapports à l'assemblée départementale et à la commission permanente,
- des délibérations du Conseil départemental de l'Isère et de la commission permanente,
- des délégations de service public, contrats de partenariat et leurs avenants,
- des notifications de subvention,
- de toutes lettres posant une orientation de la collectivité ou une décision de principe, adressées notamment aux élus,
- des arrêtés portant tarification,
- des mémoires rédigés dans le cadre d'un contentieux,
- des ordres de mission lorsque le moyen de transport est l'avion.

Article 2 :

Délégation est donnée à :

Madame Geneviève Chevaux, chef du service des établissements pour les personnes âgées et handicapées

Monsieur Michel Mogis, adjoint au chef du service établissements pour les personnes âgées et handicapées,

Madame Marion Giroud, chef du service soutien à domicile pour les personnes âgées et personnes handicapées,

Madame Agnès Finet, chef du service coordination et gestion de projet,

Madame Delphine Lecomte, chef du service aide sociale et prestations financières, et à **(Poste vacant)**, coordonnateur du service aide sociale et prestations financières,

Madame Cécile Bertrand, chef du service évaluation médico-sociale et suivi CDAPH, **Poste vacant**, adjoint au chef du service évaluation médico-sociale et suivi CDAPH,

Madame Carole Longechamp, chef du service contrôle et qualité,

Madame Corinne Scoté, chef du service accueil et information,

pour signer tous les actes et correspondances entrant dans leurs attributions, à l'exclusion des actes visés à l'article 1 ci-dessus et des actes suivants :

- marchés (à l'exclusion des marchés à procédure adaptée),
- arrêtés de subventions,
- conventions avec incidence financière et leurs avenants,
- procédures contradictoires de tarification,
- ordres de mission pour les déplacements réguliers dans le département ou départements limitrophes,
- ordres mission ponctuel pour les déplacements hors de France métropolitaine.

Article 3 :

En cas d'absence simultanée de

Madame France Lamotte, directrice, et de

Madame Sandrine Robert, directrice adjointe,

la délégation qui leur est conférée peut être assurée par un des directeurs ou directeurs adjoints d'une autre direction.

Article 4 :

En cas d'absence d'un chef de service ou d'un adjoint au chef de service, la délégation qui leur est conférée par l'article 2 peut être assurée par l'un des chefs de service ou adjoints au chef de service de la direction de l'autonomie.

Article 5 :

L'arrêté n° 2018-8277 est abrogé à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Article 6 :

Le Directeur général des services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs du Département.

Date dépôt en Préfecture : 08/11/2018



Arrêté n° 2018-9367 du 19/11/2018

**Arrêté portant délégation de signature pour la direction territoriale
de la Porte des Alpes**

Le Président du Conseil départemental

Vu l'article L 3221-3 du code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté n° 2018-4482 portant organisation des services du Département,

Vu l'arrêté n° 2018-4068 relatif aux attributions de la direction territoriale de la Porte des Alpes,

Vu l'arrêté n° 2018-5003 portant délégation de signature pour la direction territoriale de la Porte des Alpes,

Vu l'arrêté nommant **Monsieur Nelson Adonis**, Directeur du territoire de la Porte des Alpes à compter du 1^{er} décembre 2018,

Vu l'arrêté nommant **Madame Sandrine Lopez**, cadre technique d'appui au service action médico-sociale Ouest à compter du 19 novembre 2018,

Sur proposition du Directeur général des services du Département,

Arrête :

Article 1 :

Délégation est donnée à **Monsieur Nelson Adonis** directeur du territoire de la Porte des Alpes, et à **Monsieur Sébastien Goethals**, directeur adjoint, pour signer tous les actes et correspondances entrant dans les attributions de la direction territoriale, à l'exclusion :

- des rapports à l'assemblée départementale et à la commission permanente,
- des délibérations du Conseil départemental de l'Isère et de la commission permanente,
- des délégations de service public, contrats de partenariat et leurs avenants,
- des notifications de subvention,
- de toutes lettres posant une orientation de la collectivité ou une décision de principe adressées, notamment, aux élus,
- des arrêtés portant tarification,
- des mémoires rédigés dans le cadre d'un contentieux,
- des ordres de mission lorsque le moyen de transport est l'avion,
- des conventions avec incidence financière et de leurs avenants, à l'exception des marchés publics et des conventions relatives aux actions menées dans le cadre des Conférences Territoriales des Solidarités.

Article 2 :

Délégation est donnée à :

Monsieur Lyonel Richard, chef du service aménagement et à

Monsieur Laurent Bonnaire, adjoint au chef du service aménagement,

Monsieur Nicolas Novel-Catin, chef du service éducation et

Monsieur Jean-Christophe Millée, adjoint au chef du service éducation,

Madame Sylvie Kadlec, chef du service aide sociale à l'enfance et à

Madame Isabelle Saint-Gérand, adjointe au chef du service aide sociale à l'enfance,

Madame Anne Charron, chef du service autonomie, et à

Madame Florence Gayton, adjointe au chef du service autonomie,

Madame Marie-Annick Vandamme, chef du service action médico-sociale Est, et à

Madame Marie-Laure Moussier, adjointe au chef du service action médico-sociale Est,

Madame Dominique Veyron, chef du service action médico-sociale Ouest, et à

Madame Marie-Cécile Sourd, adjointe au chef du service action médico-sociale Ouest,

pour signer tous les actes et correspondances entrant dans les attributions du territoire, y compris les sections au titre du traitement aux limites.

Sont exclus de leur domaine de compétence les actes visés à l'article 1 ci-dessus et les actes suivants :

- marchés (à l'exclusion des marchés à procédure adaptée),
- arrêtés de subventions,
- règlements amiables des dommages corporels et matériels causés à des particuliers,
- demandes et déclarations réglementaires liées à l'acte de construction,
- ordres de mission pour déplacements réguliers dans le département ou les départements limitrophes,
- ordres de mission ponctuels pour les déplacements hors de France métropolitaine .

Article 3 :

Délégation est donnée à **Madame Maude Darondeau**, chargée de mission aide sociale à l'enfance, pour signer les actes relatifs au dispositif de la protection de l'enfance sur le territoire de la Porte des Alpes.

Article 4 :

Délégation est donnée à **Madame Sandrine Lopez**, cadre technique d'appui au service action médico-sociale Ouest, pour signer les actes relatifs aux dispositifs de l'action sociale polyvalente sur le territoire de la Porte des Alpes.

Article 5 :

En cas d'absence simultanée de

Monsieur Nelson Adonis, directeur du territoire, et de

Monsieur Sébastien Goethals, directeur adjoint,

la délégation qui leur est conférée peut être assurée par un des directeurs ou directeurs adjoints d'un autre territoire.

Article 6 :

En cas d'absence d'un chef de service ou d'un adjoint au chef de service, la délégation qui lui est conférée par l'article 2 peut être assurée par l'un des chefs de service ou adjoints au chef de service, de la direction territoriale de la Porte des Alpes.

Article 7 :

L'arrêté n° 2018-5003 est abrogé à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Article 8 :

Le Directeur général des services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs du Département.

Date de dépôt en Préfecture : 21/11/2018



Arrêté n° 2018-9469 du 19/11/2018

Arrêté portant délégation de signature pour la direction des solidarités

Le Président du Conseil départemental

Vu l'article L 3221-3 du code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté n° 2018-4482 portant organisation des services du Département,

Vu l'arrêté n° 2018-4047 relatif aux attributions de la direction des solidarités,

Vu l'arrêté n° 2018-4090 portant délégation de signature pour la direction des solidarités,

Vu l'arrêté nommant **Monsieur Michaël Roche**, chef de service logement, à compter du 1^{er} novembre 2018,

Sur proposition du Directeur général des services du Département,

Arrête :

Article 1 :

Délégation est donnée à **Madame Véronique Scholastique**, directrice des solidarités et à (poste vacant) directeur(trice) adjoint(e), pour signer tous les actes et correspondances entrant dans les attributions de la direction des solidarités, à l'exclusion :

- des rapports à l'assemblée départementale et à la commission permanente,
- des délibérations du Conseil départemental de l'Isère et de la commission permanente,
- des délégations de service public, contrats de partenariat et leurs avenants,
- des notifications de subvention,
- de toutes lettres posant une orientation de la collectivité ou une décision de principe adressées, notamment, aux élus,
- des mémoires rédigés dans le cadre d'un contentieux,
- des ordres de mission lorsque le moyen de transport est l'avion.

Article 2 :

Délégation est donnée à :

Madame Emmanuelle Petit, chef du service insertion vers l'emploi et à

Madame Anne Garnier De Falletans, adjointe au chef du service insertion vers l'emploi,

Madame Marielle Barthélémy, chef du service action sociale de polyvalence, et à

Madame Sandra Gaume, adjoint au chef du service action sociale de polyvalence,

Monsieur Michaël Roche, chef du service logement et à
Madame Véronique Meister, adjointe au chef du service logement,

Madame Marianne Hauzanneau, chef du service prévention – santé publique, et à
Monsieur Frédéric Gaubert, adjoint au chef du service prévention-santé publique et à
Madame Gaëlle Vareilles, adjoint au chef du service prévention-santé publique,

pour signer tous les actes et correspondances entrant dans leurs attributions, à l'exclusion des actes visés à l'article 1 ci-dessus et des actes suivants :

- marchés (à l'exclusion des marchés à procédure adaptée),
- arrêtés de subventions,
- conventions avec incidence financière et de leurs avenants,
- règlements amiables des dommages corporels et matériels causés à des particuliers,
- ordres de mission pour déplacements réguliers dans le département ou les départements limitrophes,
- ordres de mission ponctuels pour les déplacements hors de France métropolitaine.

Article 3 :

En cas d'absence de

Madame Véronique Scholastique, directrice et de
(poste vacant), directeur(trice) adjoint(e),

la délégation qui leur est conférée peut être assurée par un des directeurs ou directeurs adjoints d'une autre direction.

Article 4 :

En cas d'absence d'un chef de service ou d'un adjoint au chef de service, la délégation qui lui est conférée par l'article 2 peut être assurée par l'un des chefs de service ou adjoints au chef de service de la direction des solidarités..

Article 5 :

L'arrêté n° 2018-4090 est abrogé à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Article 6 :

Le Directeur général des services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs du Département.

Date dépôt préfecture : 21/11/2018



Arrêté n° 2018-9111 du 5 novembre 2018

Arrêté portant désignation des représentants du Président du Conseil départemental de l'Isère à la Commission d'Appel d'Offres en cas d'absence de Monsieur André Gillet

Le Président du Conseil départemental

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L 3221-1 et L 3221-7,

Vu l'élection du Président du Conseil départemental, lors de la séance de l'assemblée départementale du 2 avril 2015,

Vu l'arrêté n°2015-2698 du 16 avril 2015 désignant Monsieur André Gillet, Vice-président délégué du Conseil départemental de l'Isère en charge des bâtiments départementaux,

Vu l'arrêté n°2015-2759 du 28 avril 2015 désignant Monsieur André Gillet comme son représentant à la Commission d'Appel d'Offres,

Arrête :

Article 1 : Le Président du Conseil départemental de l'Isère est représenté à la Commission d'Appel d'Offres par Madame Elisabeth Célard pour remplacer Monsieur André Gillet en cas d'empêchement.

Article 2 : En cas d'empêchement de Monsieur André Gillet et de Madame Elisabeth Célard, le Président du Conseil départemental désigne Madame Aurélie Vernay pour le représenter à la présidence de la Commission d'Appel d'Offres.

Article 3 : Le Directeur général des services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Isère.

Dépôt en Préfecture le : 8 novembre 2018



Arrêté portant délégation de signature temporaire à Madame Evelyne Michaud

Arrêté n°2018-9247 du 5 novembre 2018

Le Président du Conseil départemental

Vu la Loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.3221-1, L.3221-3 et L.3221-7,

Vu l'élection du Président du Conseil départemental, lors de la séance de l'assemblée départementale du 2 avril 2015,

Vu la délibération n°2018 C09 C14 73 relative au Plan Action Cœur de Ville – Engagement du Département

Arrête :

Article 1 : Délégation est donnée à Madame Evelyne Michaud, à l'effet de signer la convention Action Cœur de Ville à Bourgoin-Jallieu, le 6 novembre 2018.

Article 2 : Le Directeur général des services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Isère.

Dépôt en Préfecture le 5 novembre 2018



**Arrêté n°2018-9429 du
13 novembre 2018**

**Arrêté portant délégation de signature temporaire à Monsieur Patrick Curtaud
Vice-président chargé de la culture, du patrimoine
et de la coopération décentralisée**

Le Président du Conseil départemental

Vu la Loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.3221-1, L.3221-3 et L.3221-7,

Vu l'élection du Président du Conseil départemental, lors de la séance de l'assemblée départementale du 2 avril 2015,

Vu l'arrêté n°2015-2560 désignant Monsieur Patrick Curtaud, 11^{ème} Vice-président en charge de la culture, du patrimoine et de la coopération décentralisée,

Vu la délibération n°2018 C09 C14 73 relative au Plan Action Cœur de Ville – Engagement du Département

Arrête :

Article 1 : Délégation est donnée à Monsieur Patrick Curtaud, à l'effet de signer la convention Action Cœur de Ville à Vienne, le 21 novembre 2018.

Article 2 : Le Directeur général des services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Isère.

Dépôt en Préfecture le 21 novembre 2018



**EXTRAIT DES DÉCISIONS
DE LA COMMISSION PERMANENTE**

Séance du 16 novembre 2018

DOSSIER N° 2018 C11 F 32 102

Politique : - Administration générale

Objet : Représentation du Département de l'Isère dans les commissions administratives et les organismes extérieurs

Dépôt en Préfecture le : 20 NOV 2018

La commission permanente,

Vu le rapport du Président N° 2018 C11 F 32 102,

Vu l'avis de la commission des finances, des ressources humaines et des moyens généraux,

DECIDE

Vu les articles L.3121-22 et L.3121-23 du code général des collectivités territoriales qui précisent que le Département doit désigner ses représentations dans les organismes extérieurs ;

Vu la décision du Conseil départemental du 30 avril 2015 procédant à la désignation des représentants du Département dans les organismes extérieurs ;

Vu les statuts de l'association Relais d'Insertion dans la Ville par l'Habitat des Adultes et des Jeunes – RIVHAJ ;

d'actualiser les représentants du Département en désignant :

Madame Elisabeth Célard en tant que membre titulaire et Madame Carméla Lo-Curto en tant que membre suppléant au sein de l'association RIVHAJ.

ENJEUX

- **But et mission poursuivis par l'organisme** : l'association a pour objet l'insertion par l'hébergement et le logement de tout public de droit commun, personne isolée ou en couple, avec ou sans enfant, ayant ou non des difficultés d'insertion.
- **Composition et fonctionnement** : Elle se compose de membres de droit, de membres qualifiés, de membres actifs, de membres d'honneur, de membres conseillers techniques et partenaires. Les membres de droit sont répartis comme suit : des représentants de l'Etat, collectivités et établissements publics budgétaires, des représentants des EPCI, des conseillers départementaux de l'Isère et du Rhône avec un(e) suppléant(e).
 - L'assemblée générale comprend tous les membres de l'association représentés comme suit ainsi que les salariés en qualité d'invités (membre de droit : 6 membres, membres qualifiés 2 à 8 membres, membres actifs 5 à 8 membres, des membres d'honneur, et des membres conseillers techniques).
 - Le Conseil d'administration se compose des membres de droit, de membres qualifiés, de membres actifs et les membres d'honneur. Il comprend 13 membres au moins et de 18 au plus élus par l'assemblée générale auquel se rajoutent les membres d'honneur qui ont une voix consultative.
- **Implication pour le Département** :
 - L'assemblée générale ordinaire se réunit au moins une fois / an.
 - Le Conseil d'administration se réunit au moins 3 fois/an et aussi souvent que l'exige l'intérêt de l'association.



EXTRAIT DES DÉLIBÉRATIONS

Séance du 16 novembre 2018

DOSSIER N° 2018 DOB B 16 01

Politique : - Agriculture

Programme : Gestion de l'espace

Objet : Politique de protection et de mise en valeur
des espaces agricoles et naturels périurbains
(PAEN)

Dépôt en Préfecture le : 23 nov 2018

Le Conseil départemental,

Vu le rapport du Président n° 2018 DOB B 16 01,

Vu l'amendement et l'avis de la commission du développement, du tourisme, de la montagne, de la forêt, de l'agriculture,

Vu le code de l'urbanisme,

Vu le code rural et de la pêche maritime,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Entendu, le rapport du rapporteur Monsieur Christian COIGNE au nom de la commission du développement, du tourisme, de la montagne, de la forêt, de l'agriculture,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

- de déléguer à la Commission permanente les décisions de création des périmètres et d'adoption des programmes d'actions PAEN locaux ainsi que les décisions nécessaires à la mise en œuvre des plans d'actions,
- de valider les principes d'intervention du Département dans le cadre des programmes d'actions PAEN tels que présentés en annexe 1,
- de valider les modèles de conventions avec les structures publiques en charge de l'animation des programmes d'actions PAEN tels que présentés en annexe 2, et d'autoriser le Président du Département à les signer,
- de valider la convention de partenariat avec la société d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) Auvergne-Rhône-Alpes concernant les modalités d'interventions foncières et de travaux menées par celle-ci dans le cadre des PAEN telle que présentée en annexe 3, et d'autoriser le Président du Département à la signer,
- de déléguer au Président du Département les décisions en matière de droit de préemption PAEN,

- de valider l'engagement du Département, en cas de Plan local d'urbanisme intercommunal (PLUI), de solliciter et obtenir obligatoirement l'accord des communes sur les projets de périmètres PAEN établis sur leur territoire, avant de lancer l'enquête publique.

ANNEXE 1 : MODALITES DE MISE EN ŒUVRE DES PROGRAMMES D’ACTIONS PAEN

Les principes de définition d’un périmètre PAEN sont assez bien cadrés par le code de l’urbanisme, contrairement au programme d’actions. La présente annexe expose donc en détails les principes d’intervention du Département pour les programmes d’actions PAEN, tenant compte du cadre budgétaire voté au sein de la politique agricole et mobilisant des crédits issus de la taxe d’aménagement.

ENJEUX

Rendre les programmes d’actions efficaces

La mobilisation d’une animation forte paraît indispensable sur le volet programme d’actions. Cet élément est d’ailleurs identifié dans la plupart des PAEN existants en France. L’objectif est de faire connaître le dispositif, de veiller à son bon avancement, d’être l’interlocuteur des porteurs de projets et d’appuyer le lancement de projets. L’identification d’une structure animatrice apparaît donc nécessaire pour chacun des programmes PAEN isérois.

En ce qui concerne les projets issus du programme, qui pourront être portés par divers acteurs (collectivités, établissements publics, Chambre d’agriculture, agriculteurs, associations, etc.), des modalités d’intervention du Département doivent également être définies.

La définition du cadre budgétaire

Au regard des éléments évoqués ci-dessus, la définition d’un cadre budgétaire en amont de la mise en œuvre des programmes d’actions PAEN apparaît indispensable, à la fois pour le Département, afin de savoir comment et à quelle hauteur il pourra intervenir, mais aussi pour les partenaires locaux, pour connaître comment le travail va pouvoir être réalisé et quels moyens seront nouvellement apportés au territoire grâce à la démarche PAEN.

L’équité de traitement entre territoire

Le cadre budgétaire et les principes d’intervention sont à définir dans un objectif d’équité et de reproductibilité entre territoire, afin d’anticiper le développement des démarches PAEN iséroises.

PRINCIPES D’INTERVENTION

Durée des programmes d’actions

Les programmes d’actions doivent être définis pour une période donnée. Pour les premiers programmes, une durée de 5 années sera appliquée. En effet, cette durée est assez longue pour lancer des actions d’envergure, par exemple de restructuration foncière, et elle permet d’avoir une échéance d’évaluation relativement proche pour effectuer des ajustements ou réorientations, si nécessaire. La durée des programmes suivants pourra être différente.

Une animation territorialisée...

La position du Département de l’Isère est d’initier la définition d’un périmètre de protection et d’un programme d’actions PAEN sur la base d’une demande et d’une volonté locale forte.

Les communes et/ou établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) concernés sont donc amplement impliqués dans l'étape de construction des futurs PAEN. Bien souvent, élus et techniciens de ces structures connaissent parfaitement les acteurs locaux associés à la démarche, agriculteurs notamment, et sont régulièrement en contact avec eux. Ces acteurs constituent d'ailleurs un potentiel de porteurs de projets développés dans le cadre du programme d'actions.

Dès lors, pour rester dans la logique d'implication locale forte, mais aussi de connaissance du terrain et de légitimité par rapport aux acteurs, il paraîtrait opportun de confier la mission d'animation à une structure publique à l'échelon local.

Lors de l'élaboration des programmes d'actions, une discussion organisée par le Département aura lieu avec les partenaires, pour savoir qui prendra en charge ce rôle : la commune, l'EPCI, une structure en charge d'un programme local type LEADER, un PNR, ... Une fois la structure identifiée, la désignation d'un binôme technicien / élu sera effectuée par cette dernière pour l'animation et le suivi du programme PAEN. Il est à noter que la structure animatrice pourra également porter certains projets directement.

Tout au long de la période d'exécution du programme, la structure animatrice, en partenariat avec le Département, réunira un comité de suivi, chargé notamment de faire le bilan du travail réalisé sur l'année en cours et de définir les actions à lancer pour l'année à venir. Ce comité sera donc réuni au moins une fois par an et chaque fois que nécessaire. Sa composition (élus, représentants des agriculteurs, usagers, associations locales...) sera déterminée avec le Département.

Une évaluation sera effectuée en fin de durée de validité du programme, sur sa réalisation totale ou partielle, mais aussi sur l'efficacité de l'animation. Cette évaluation sera effectuée par le Département, en lien étroit avec la structure animatrice, et éventuellement avec l'appui d'une structure tiers extérieure (prestataire par exemple).

Appui et financement : le rôle de structure animatrice nécessite une implication importante du partenaire et donc des moyens. Le partenaire pourra d'autant plus se saisir de ce rôle, s'il est accompagné techniquement et financièrement. Sur le premier aspect, les services du Département viendront appuyer la structure dans ses missions, en définissant avec elle la composition des instances de suivi du programme, en veillant au respect du calendrier du programme, en proposant des solutions techniques ou juridiques pour le lancement de certains projets, en s'impliquant dans le suivi opérationnel des projets, etc. Concernant l'aspect financier, le Département proposera une aide forfaitaire pour la structure animatrice du programme d'actions PAEN. Cette aide devrait à la fois être incitative, mais aussi reproductible, car elle sera amenée à se répéter au fur et à mesure du déploiement des PAEN sur le territoire isérois. Ainsi, pour un programme porté sur une seule commune, le forfait sera de 5 000 € par an pour l'animation. Pour un programme intercommunal, ce forfait sera de 3 000 € par an et par commune concernée par le dispositif PAEN, avec un plafond à 20 000 €.

...appuyée par une co-animation de la Chambre d'Agriculture

Les programmes d'actions PAEN vont comporter un volet agricole important, nécessitant une expertise très spécifique dans ce domaine et une implication locale forte. Ainsi pour l'animation de ce volet agricole, aux côtés de la structure animatrice et des services du Département, il sera fait appel aux compétences et à l'ancrage agricole local des services de la Chambre d'agriculture (conseiller territorial notamment). Cela permettra également de maintenir un niveau important d'implication de la Chambre d'agriculture sur les PAEN, et ainsi de renforcer la légitimité du dispositif auprès de la profession.

Pour l'appui de la Chambre d'agriculture sur le volet agricole des programmes d'actions, un forfait annuel sera également appliqué, d'un montant de 3 000 € par commune concernée par le projet PAEN au sein d'une même intercommunalité. Il sera plafonné à 20 000 € pour les communes d'une même intercommunalité. Ces financements seront apportés à la

Chambre d'agriculture dans le cadre de la convention de partenariat avec le Département, sur le volet foncier/PAEN déjà existant.

Le financement des projets

Dans le cadre du programme d'actions PAEN, des porteurs ou maîtres d'ouvrage se mobiliseront pour réaliser des projets. Ils pourront être des collectivités, dont le Département, des établissements publics, la Chambre d'agriculture, des agriculteurs, des associations, etc.

Les projets portés par le Département seront ceux liés à ses compétences (aménagement foncier rural, espaces naturels sensibles...).

Les projets portés par des partenaires, qui nécessitent des financements, seront avant tout orientés vers des aides déjà existantes, qu'elles soient départementales (aides du Département liées aux politiques agricoles, forestières, patrimoine naturel...) ou issues des dispositifs d'intervention d'autres partenaires (EPCI, Région, Europe...).

Pour les autres projets, qui ne pourront pas être portés par le Département ou bénéficier d'aides existantes, il est proposé le fonctionnement suivant :

- PAEN sur une commune seule : mobilisation d'une enveloppe projets du Département d'un montant total maximum de 60 000 € sur 5 ans. Les modalités d'intervention sur les projets seront de :
 - 50 % maximum en investissement plafonné à 20 000 € par projet,
 - 80 % maximum en fonctionnement plafonné à 10 000 € par projet,
 - le Département pourrait également choisir d'intervenir au-delà de ces plafonds en cas d'émergence d'un projet d'envergure.

- PAEN sur plusieurs communes au sein d'une même intercommunalité : mobilisation d'une enveloppe projets du Département d'un montant maximum de 50 000 € par commune, plafonné à 500 000 € sur 5 ans à l'échelle de l'intercommunalité. Les modalités d'intervention sur les projets seront de :
 - 50 % maximum en investissement plafonné par projet à 20 000 € x nb de communes PAEN,
 - 80 % maximum en fonctionnement plafonné par projet à 10 000 € x nb de communes PAEN,
 - le Département pourrait également choisir d'intervenir au-delà de ces plafonds en cas d'émergence d'un projet d'envergure.

Le financement de ces projets se fera sur la base des montants hors taxe.

Les financements seront soumis au vote de la Commission permanente de l'Assemblée départementale.

Concernant les parts complémentaires des financements, elles seront apportées par autofinancement du porteur et/ou par d'autres financeurs (Commune, EPCI, Région, Europe,...).

SYNTHESE DES PROPOSITIONS FINANCIERES

Le tableau ci-dessous présente de manière synthétique les montants de financements départementaux maximums liés à des programmes d'actions PAEN d'une durée de 5 ans.

Il est rappelé que ces financements sont issus des recettes liées à la **taxe d'aménagement**.

	PAEN sur une Commune seule d'un EPCI	PAEN intercommunal au sein d'un même EPCI : exemple pour 5 communes	PAEN intercommunal au sein d'un même EPCI : exemple pour 10 communes ou plus
Animation du programme	5 000 € par an soit 25 000 €	Par an : 5 x 3 000 € = 15 000 € soit 75 000 € pour les 5 ans	20 000 € par an (plafond) soit 100 000 €
Animation volet agricole (Chambre d'agriculture)	3 000 € par an soit 15 000 €	Par an : 5 x 3 000 € = 15 000 € soit 75 000 € pour les 5 ans	20 000 € par an (plafond) soit 100 000 €
Enveloppe projet	60 000 €	5 x 50 000 € soit 250 000 €	500 000 € (plafond)
TOTAL maximum pour 5 années	100 000 €	400 000 €	700 000 €

CONVENTION SAF-PAEN-2018-xx

**Animation du programme d'actions PAEN de la Commune de
XXXXX**

La présente convention est conclue,

ENTRE :

Le Département de l'Isère représenté par Monsieur Jean-Pierre Barbier, son président, dûment habilité par délibération de la commission permanente n° XXXXX, en date du XXXXXX.

CI-APRES DÉNOMMÉ LE DÉPARTEMENT

ET

La Commune de XXXXXXX, représentée par Madame / Monsieur XXXXX, maire, dûment habilité(e) par décision du conseil municipal en date du XXXXX.

CI-APRES DÉNOMMÉE LA COMMUNE

Il est convenu ce qui suit.

Préambule

La loi n°2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux a institué la possibilité pour les Départements de mettre en œuvre une politique de protection et de mise en valeur des espaces agricoles et naturels périurbains (dite

« PAEN »). Cette loi a été codifiée dans Code de l'Urbanisme aux articles L113-15 et suivants.

L'outil PAEN se caractérise par :

- la définition d'un périmètre de protection à long terme d'espaces agricoles et naturels face au risque d'urbanisation ; le long terme étant concrétisé principalement par le fait qu'une fois en place, un périmètre PAEN ne peut être réduit que par l'intervention d'un décret interministériel (Ministères en charge de l'agriculture, de l'urbanisme et de l'environnement),
- la possibilité pour le Département au sein du périmètre, d'intervenir en matière d'acquisition foncière, à l'amiable ou par préemption via la SAFER dans ce cas,
- l'élaboration d'un programme d'actions, précisant les aménagements et les orientations de gestion destinés à favoriser l'exploitation agricole, la gestion forestière, la préservation et la valorisation des espaces naturels et des paysages au sein du périmètre d'intervention.

Le Département de l'Isère s'est doté de cette compétence par délibération du 15 décembre 2011 et a défini les modalités de son intervention dans le cadre des programmes d'actions PAEN par délibération du 19 octobre 2018.

Il a également créé, par Délibération du XXXXX un périmètre de protection PAEN sur la commune de XXXX et a adopté le programme d'actions figurant en annexe 1.

La présente convention a donc pour but de définir et formaliser le rôle et les interventions du Département et de la Commune de XXXXX dans la mise en œuvre du programme d'actions PAEN établi sur son territoire.

Article 1 – Objectif de la convention et rôle de chaque partenaire

La présente convention définit les modalités de mise en œuvre du programme d'actions PAEN établi sur la Commune (cf. annexe 1) et les termes du partenariat en résultant, par lequel :

- la Commune est désignée, à sa demande, structure animatrice du programme d'actions PAEN. A ce titre, elle est chargée de faire connaître le dispositif, de veiller à son bon avancement, d'être l'interlocuteur des porteurs de projets et d'appuyer le lancement de projets (en outre, elle peut elle-même être porteuse de projets) ;
- le Département lui fait bénéficier, au titre de sa compétence en matière de PAEN, de ses soutiens techniques et financiers.

Article 2 – Engagements de la Commune

Concernant son rôle dans la mise en œuvre du programme d'actions PAEN, la Commune, entant que structure animatrice, s'engage à :

- **faire connaître le programme d'actions PAEN** : en communiquant sur le programme par tout moyen qu'elle jugera opportun (site Internet, articles de presse ou bulletins municipaux, plaquettes, etc.) auprès des acteurs susceptibles de porter des projets issus du programme (agriculteurs, associations, habitants, etc.) ;
- **veiller à son bon avancement** :
 - en réalisant le suivi des actions engagées, terminées ou restant à initier,
 - en identifiant les leviers et les freins qui conduisent à la mise en œuvre ou non de chaque action,

- en recensant les pistes d'actions nouvelles à proposer lors de la révision du programme d'actions ;
- **être l'interlocuteur des porteurs de projets** : en lien avec sa mission de communication sur le programme d'actions, la Commune joue un rôle de « guichet unique » et se fait connaître comme tel sur le territoire. L'objectif est de faciliter l'émergence de projets en répondant aux sollicitations, faisant le lien ou orientant les porteurs vers les bons interlocuteurs, etc.
- **appuyer le lancement de projets** : par exemple en réunissant les acteurs susceptibles de porter une action pour échanger sur sa mise en œuvre, et en apportant une assistance technique, juridique, etc.

Pour assurer ces missions, la Commune désignera au moins un élu référent sur le programme d'actions PAEN issu de son Conseil municipal, et au moins un technicien référent issu du personnel qu'elle emploie.

Tout au long de la période d'exécution du programme, la Commune, en partenariat avec le Département, réunira un comité de suivi du programme d'actions PAEN, chargé notamment de faire le bilan du travail réalisé sur l'année en cours et de définir les actions à initier ou poursuivre sur l'année à venir. Ce comité sera réuni obligatoirement une fois par an au minimum, et éventuellement chaque fois que nécessaire. Sa composition (élus, représentants des agriculteurs, usagers, associations locales...) sera déterminée en amont avec le Département.

Outre sa mission de structure animatrice, la Commune pourra elle-même être porteuse de projets et bénéficier dans ce cadre des éventuelles aides financières correspondantes proposées par le Département (aides du Département liées aux politiques agricoles, forestières, patrimoine naturel, etc. ou aides spécifiques sur les projets PAEN).

NB : la Commune doit également conformer son document d'urbanisme au périmètre PAEN et en tenir compte dans sa politique d'acquisitions foncières (obligations réglementaires).

Article 3 – Engagements du Département

Le Département est responsable de l'approbation du périmètre et du programme d'actions PAEN, et de leurs éventuelles modifications, après accord de la Commune (tant qu'elle est compétente en matière de document d'urbanisme).

Après l'approbation du programme d'actions ou de sa révision, il apporte à la Commune une assistance technique et financière pour la mission d'animation du programme d'actions.

Sur le premier aspect, les services du Département viendront appuyer la Commune dans ses missions, en définissant avec elle la composition des instances de suivi du programme, en veillant au respect du calendrier du programme, en proposant des solutions techniques ou juridiques pour le lancement de certains projets, en s'impliquant dans le suivi opérationnel des projets, etc.

Concernant l'assistance financière, le Département octroie à la Commune l'aide relative à l'animation du programme d'actions PAEN telle que définie dans la délibération de l'Assemblée départementale en vigueur sur ce sujet. Le montant de cette aide à la date de signature de la présente convention est indiqué en annexe 2.

Cette subvention sera versée annuellement à la Commune sur demande de celle-ci, sous réserve de l'inscription des crédits correspondant au budget départemental.

Article 4 – Evaluation

Une évaluation sera effectuée en fin de durée de validité du programme d'actions PAEN, sur sa réalisation totale ou partielle, mais aussi sur l'efficacité de l'animation. Cette évaluation sera effectuée par le Département, en lien étroit avec la Commune.

Article 5 – Cessibilité

La présente convention n'est pas cessible, sauf cas prévus dans le cadre de la loi (évolution des compétences des collectivités par exemple).

Article 6 – Durée, modification et résiliation

La présente convention prend effet à la date de signature par les deux parties.

Elle est conclue pour une durée de cinq ans à compter de cette date.

Elle est modifiable au cours de sa durée de validité par avenant(s), signé(s) par les deux parties.

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse. Le Département pourra demander à la Commune le remboursement des subventions versées, depuis la date constatée de non-respect des obligations de la Commune liées à la présente convention.

Liste des annexes

Annexe 1 : Programme d'actions PAEN de la Commune de XXXXX

Annexe 2 : Aides du Département en vigueur lors de la signature de la convention en matière d'animation de programme d'actions PAEN

Fait le

Pour le Département
le Président

Pour la Commune
le Maire

Jean-Pierre Barbier

xx

Annexe 1
Programme d'actions PAEN de la Commune de XXXXX

Axes / Thématiques	Enjeux / Problématiques	Actions à mettre en œuvre
Axe 1	Enjeu 1	Action...
	Enjeu 2	Action...
		Action...
		Action...
Axe 2	Enjeu 1	Action...
		Action...
	Enjeu 2	Action...
Axe 3	Enjeu 1	Action...
	Enjeu 2	Action...

<p style="text-align: center;">Annexe 2 Aides financières du Département en matière d'animation de programmes d'actions PAEN</p>

Avertissement : *les aides financières exposées dans la présente annexe sont celles en vigueur à la date de signature de la convention. Elles sont mentionnées à titre indicatif, le Département étant susceptible de les faire évoluer.*

L'assistance financière du Département de l'Isère au bénéfice de la structure animatrice du programme d'actions PAEN pour la réalisation des missions décrites dans la présente convention, consiste en une aide forfaitaire de :

- 5 000 € par an pour un programme d'actions PAEN établi et mis en œuvre sur une seule commune,
- 3 000 € par an et par commune, pour un programme d'actions PAEN établi sur plusieurs communes et mis en œuvre à une échelle intercommunale. Ce forfait est dans ce cas plafonné à 20 000 € par an.

CONVENTION SAF-PAEN-2018-xx

Animation du programme d'actions PAEN de la Communauté de communes / d'agglomération XXXXX

La présente convention est conclue,

ENTRE :

Le Département de l'Isère représenté par Monsieur Jean-Pierre Barbier, son président, dûment habilité par délibération de la commission permanente n° XXXXX, en date du XXXXXX.

CI-APRES DÉNOMMÉ LE DÉPARTEMENT

ET

La Communauté de communes / d'agglomération de XXXXXXX, représentée Madame / Monsieur XXXXX, sa/son Président(e), dûment habilité(e) par décision du conseil communautaire en date du XXXXX.

CI-APRES DÉNOMMÉE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES / D'AGGLOMERATION

Il est convenu ce qui suit.

Préambule

La loi n°2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux a institué la possibilité pour les Départements de mettre en œuvre une politique de protection et de mise en valeur des espaces agricoles et naturels périurbains (dite

« PAEN »). Cette loi a été codifiée dans Code de l'Urbanisme aux articles L113-15 et suivants.

L'outil PAEN se caractérise par :

- la définition d'un périmètre de protection à long terme d'espaces agricoles et naturels face au risque d'urbanisation ; le long terme étant concrétisé principalement par le fait qu'une fois en place, un périmètre PAEN ne peut être réduit que par l'intervention d'un décret interministériel (Ministères en charge de l'agriculture, de l'urbanisme et de l'environnement),
- la possibilité pour le Département au sein du périmètre, d'intervenir en matière d'acquisition foncière, à l'amiable ou par préemption via la SAFER dans ce cas,
- l'élaboration d'un programme d'actions, précisant les aménagements et les orientations de gestion destinés à favoriser l'exploitation agricole, la gestion forestière, la préservation et la valorisation des espaces naturels et des paysages au sein du périmètre d'intervention.

Le Département de l'Isère s'est doté de cette compétence par délibération du 15 décembre 2011 et a défini les modalités de son intervention dans le cadre des programmes d'actions PAEN par délibération du 19 octobre 2018.

Il a également créé, par Délibération du XXXXX un périmètre de protection PAEN sur le territoire de la Communauté de communes / d'agglomération XXXX et a adopté le programme d'actions figurant en annexe 1.

La présente convention a donc pour but de définir et formaliser le rôle et les interventions du Département et de la Communauté de communes / d'agglomération XXXXX dans la mise en œuvre du programme d'actions PAEN établi sur son territoire.

Article 1 – Objectif de la convention et rôle de chaque partenaire

La présente convention définit les modalités de mise en œuvre du programme d'actions PAEN établi sur la Communauté de communes / d'agglomération (cf. annexe 1) et les termes du partenariat en résultant, par lequel :

- la Communauté de communes / d'agglomération est désignée, à sa demande, structure animatrice du programme d'actions PAEN. A ce titre, elle est chargée de faire connaître le dispositif, de veiller à son bon avancement, d'être l'interlocuteur des porteurs de projets et d'appuyer le lancement de projets (en outre, elle peut elle-même être porteuse de projets) ;
- le Département lui fait bénéficier, au titre de sa compétence en matière de PAEN, de ses soutiens techniques et financiers.

Article 2 – Engagements de la Communauté de communes / d'agglomération

Concernant son rôle dans la mise en œuvre du programme d'actions PAEN, la Communauté de communes / d'agglomération, en tant que structure animatrice, s'engage à :

- **faire connaître le programme d'actions PAEN** : en communiquant sur le programme par tout moyen qu'elle jugera opportun (site Internet, articles de presse ou bulletins intercommunaux, plaquettes, etc.) auprès des acteurs susceptibles de porter des projets issus du programme (agriculteurs, associations, habitants, etc.) ;

- **veiller à son bon avancement :**
 - en réalisant le suivi des actions engagées, terminées ou restant à initier,
 - en identifiant les leviers et les freins qui conduisent à la mise en œuvre ou non de chaque action,
 - en recensant les pistes d'actions nouvelles à proposer lors de la révision du programme d'actions ;
- **être l'interlocuteur des porteurs de projets :** en lien avec sa mission de communication sur le programme d'actions, la Communauté de communes / d'agglomération joue un rôle de « guichet unique » et se fait connaître comme tel sur le territoire. L'objectif est de faciliter l'émergence de projets en répondant aux sollicitations, faisant le lien ou orientant les porteurs vers les bons interlocuteurs, etc.
- **appuyer le lancement de projets :** par exemple en réunissant les acteurs susceptibles de porter une action pour échanger sur sa mise en œuvre, et en apportant une assistance technique, juridique, etc.

Pour assurer ces missions, la Communauté de communes / d'agglomération désignera au moins un élu référent sur le programme d'actions PAEN issu de son Conseil communautaire, et au moins un technicien référent issu du personnel qu'elle emploie.

Tout au long de la période d'exécution du programme, la Communauté de communes / d'agglomération, en partenariat avec le Département, réunira un comité de suivi du programme d'actions PAEN, chargé notamment de faire le bilan du travail réalisé sur l'année en cours et de définir les actions à initier ou poursuivre sur l'année à venir. Ce comité sera réuni obligatoirement une fois par an au minimum, et éventuellement chaque fois que nécessaire. Sa composition (élus, représentants des agriculteurs, usagers, associations locales...) sera déterminée en amont avec le Département.

Outre sa mission de structure animatrice, la Communauté de communes / d'agglomération pourra elle-même être porteuse de projets et bénéficier dans ce cadre des éventuelles aides financières correspondantes proposées par le Département (aides du Département liées aux politiques agricoles, forestières, patrimoine naturel, etc. ou aides spécifiques sur les projets PAEN).

NB : si elle possède la compétence en matière de document d'urbanisme, la Communauté de communes / d'agglomération doit également conformer ce document au périmètre PAEN et en tenir compte dans sa politique d'acquisitions foncières (obligations réglementaires).

Article 3 – Engagements du Département

Le Département est responsable de l'approbation du périmètre et du programme d'actions PAEN, et de leurs éventuelles modifications, après accord de la Communauté de communes / d'agglomération ou des Communes concernées, selon qui possède la compétence en matière de document d'urbanisme.

Après l'approbation du programme d'actions ou de sa révision, il apporte à la Communauté de communes / d'agglomération une assistance technique et financière pour la mission d'animation du programme d'actions.

Sur le premier aspect, les services du Département viendront appuyer la Communauté de communes / d'agglomération dans ses missions, en définissant avec elle la composition des instances de suivi du programme, en veillant au respect du calendrier du programme,

en proposant des solutions techniques ou juridiques pour le lancement de certains projets, en s'impliquant dans le suivi opérationnel des projets, etc.

Concernant l'assistance financière, le Département octroie à la Communauté de communes / d'agglomération l'aide relative à l'animation du programme d'actions PAEN telle que définie dans la délibération de l'Assemblée départementale en vigueur sur ce sujet. Le montant de cette aide à la date de signature de la présente convention est indiqué en annexe 2.

Cette subvention sera versée annuellement à la Communauté de communes / d'agglomération sur demande de celle-ci, sous réserve de l'inscription des crédits correspondant au budget départemental.

Article 4 – Evaluation

Une évaluation sera effectuée en fin de durée de validité du programme d'actions PAEN, sur sa réalisation totale ou partielle, mais aussi sur l'efficacité de l'animation. Cette évaluation sera effectuée par le Département, en lien étroit avec la Communauté de communes / d'agglomération.

Article 5 – Cessibilité

La présente convention n'est pas cessible, sauf cas prévus dans le cadre de la loi (évolution des compétences des collectivités par exemple).

Article 6 – Durée, modification et résiliation

La présente convention prend effet à la date de signature par les deux parties.

Elle est conclue pour une durée de cinq ans à compter de cette date.

Elle est modifiable au cours de sa durée de validité par avenant(s), signé(s) par les deux parties.

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse. Le Département pourra demander à la Communauté de communes / d'agglomération le remboursement des subventions versées, depuis la date constatée de non-respect des obligations de la Communauté de communes / d'agglomération liées à la présente convention.

Liste des annexes

Annexe 1 : Programme d'actions PAEN de la Communauté de communes / d'agglomération de XXXXX

Annexe 2 : Aides du Département en vigueur lors de la signature de la convention en matière d'animation de programme d'actions PAEN

Fait le

Pour le Département

le Président

Pour la Communauté
de communes / d'agglomération
le Président

Jean-Pierre Barbier

xx

Annexe 1
Programme d'actions PAEN de la Communauté de communes /
d'agglomération de XXXXX

Axes / Thématiques	Enjeux / Problématiques	Actions à mettre en œuvre
Axe 1	Enjeu 1	Action...
	Enjeu 2	Action...
		Action...
		Action...
Axe 2	Enjeu 1	Action...
		Action...
	Enjeu 2	Action...
Axe 3	Enjeu 1	Action...
	Enjeu 2	Action...

<p style="text-align: center;">Annexe 2 Aides financières du Département en matière d'animation de programmes d'actions PAEN</p>

Avertissement : les aides financières exposées dans la présente annexe sont celles en vigueur à la date de signature de la convention. Elles sont mentionnées à titre indicatif, le Département étant susceptible de les faire évoluer.

L'assistance financière du Département de l'Isère au bénéfice de la structure animatrice du programme d'actions PAEN pour la réalisation des missions décrites dans la présente convention, consiste en une aide forfaitaire de :

- 5 000 € par an pour un programme d'actions PAEN établi et mis en œuvre sur une seule commune,
- 3 000 € par an et par commune, pour un programme d'actions PAEN établi sur plusieurs communes et mis en œuvre à une échelle intercommunale. Ce forfait est dans ce cas plafonné à 20 000 € par an.

Entre

- ✓ **Le Département de l'Isère**, sise 7 rue Fantin Latour, BP 1096, 38022 Grenoble cedex 1, représenté par son Président, Monsieur Jean-Pierre BARBIER, agissant en vertu d'une délibération adoptée par l'Assemblée départementales du 19 octobre 2018, ci-après désigné par « le Département », d'une part,

Et

- ✓ **La Société d'Aménagement Foncier et d'Établissement Rural (SAFER) Auvergne-Rhône-Alpes**, au capital de 5 781 248 €, dont le siège social est situé au 23, rue Jean Baldassini – 69364 LYON Cedex 07, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Lyon, sous le numéro Siret B 062.500.368.00063, et représentée par Monsieur Gilles FLANDIN, son Président Directeur Général agissant en vertu de sa délégation générale des pouvoirs, et ci-après désignée par le sigle « SAFER », d'autre part,

CONTEXTE ET OBJET :

La loi n°2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux a institué la possibilité pour les Départements de créer des périmètres de protection et de mise en valeur des espaces agricoles et naturels périurbains (dits « PAEN »). Cette loi a été codifiée dans Code de l'Urbanisme.

A l'intérieur de ces périmètres, le Code de l'Urbanisme accorde notamment un droit de préemption au Département dont la mise en œuvre est assurée par la SAFER, agissant **à la demande et au nom** du Département, en dehors des zones de préemption liées aux espaces naturels sensibles (ENS).

Parallèlement, la SAFER s'est vue dotée d'un neuvième objectif d'exercice de son droit de préemption intégré à l'article L.143-2 du Code Rural et de la Pêche Maritime (CRPM) qui lui permet d'intervenir en qualité de mandataire du Département. Les modalités législatives et réglementaires d'exercice de ce droit de préemption sont précisées aux articles L.113-24 et suivants du Code de l'Urbanisme ainsi qu'aux articles L.143-7-1 et suivants et R.143-12 et R.143-15 à R.143-19 du CRPM.

L'article L.143-7-1 du CRPM prévoit que les modalités de mise en œuvre et de financement des opérations liées au droit de préemption PAEN sont fixées par une convention à établir entre le Département et la SAFER.

Par délibération du 15 décembre 2011, le Département de l'Isère s'est doté de la compétence PAEN, dans un but de protéger et valoriser les espaces agricoles et naturels périurbains du Département. Son éventuelle vocation à devenir propriétaire de terrains dans les périmètres PAEN, sera justifiée par les programmes d'actions élaborés en concertation notamment avec les organisations agricoles et les collectivités locales concernées.

Ainsi, la présente convention fixe les modalités techniques, financières et juridiques, obligatoires et optionnelles, d'information du Département et d'intervention de la SAFER en matière de PAEN approuvés en Isère.

De manière obligatoire¹, conformément à l'article L.143-7-1 du code rural et de la pêche maritime, dès lors qu'un PAEN est créé, ces modalités concernent pour la SAFER :

- L'information du Département sur les projets d'aliénations à titre onéreux notifiés à l'intérieur du périmètre PAEN,
- L'exercice par la SAFER du droit de préemption à la demande et au nom du Département,
- La gestion temporaire des biens acquis par le Département,
- La procédure de rétrocession des biens acquis par le Département dans le cadre de ce dispositif ainsi que celle des biens acquis par la SAFER dans le cadre de son activité propre.

¹ Depuis la loi n°2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt

De manière optionnelle, ces modalités concernent pour la SAFER la possibilité de :

- réaliser une analyse foncière du site à enjeux lors de la phase d'élaboration d'un PAEN, outil d'aide à la décision pour la définition du périmètre,
- élaborer un référentiel foncier et/ou un diagnostic foncier sur le périmètre retenu,

D'une manière générale, la présente convention précise également l'animation liée à ces différentes interventions.

PREMIERE PARTIE : MODALITES GENERALES

ARTICLE 1 : CHAMP D'APPLICATION DU DROIT DE PREEMPTION

Le champ d'application du droit de préemption qui découle de la création de ces PAEN est régi par le Code de l'Urbanisme.

Le droit de préemption exercé par la SAFER à la demande et au nom du Département à l'intérieur des PAEN ne peut être mis en œuvre qu'à la condition que les biens aliénés ne soient pas situés dans une zone de préemption d'un périmètre d'espace naturel sensible (ENS).

Le droit de préemption exercé par la SAFER à la demande et au nom du Département ne peut s'exercer que s'il s'agit d'une aliénation à titre onéreux sous quelque forme que ce soit. Ce droit s'exerce, conformément aux dispositions du CRPM, sur tout terrain, bâti ou non, ou ensemble de droits sociaux ayant vocation à l'attribution en propriété ou en jouissance de terrains.

Ces biens sont obligatoirement situés dans les zones agricoles ou naturelles des documents d'urbanisme et ne peuvent pas se situer en zone urbaine ou à urbaniser délimitée par un plan local d'urbanisme, dans un secteur constructible délimité par une carte communale ou dans un périmètre définitif ou provisoire de zone d'aménagement différé.

Pour les biens situés en partie dans un PAEN et hors PAEN, le droit de préemption exercé par la SAFER à la demande et au nom du Département ne peut être exercé que sur la fraction de l'unité foncière située dans le PAEN. Dans cette hypothèse, le propriétaire peut exiger que le titulaire du droit de préemption se porte acquéreur de l'ensemble de l'unité foncière.

La Loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt (loi n°2014-1170 du 13 octobre 2014) a par ailleurs complété le dispositif en permettant à la SAFER de faire usage de la procédure de révision de prix lorsqu'elle exerce le droit de préemption à la demande et au nom du Département

ARTICLE 2 : PARTAGE DES COMPETENCES

En dehors des zones de préemption ENS, les parties conviennent, sauf cas particulier qui nécessitera l'accord des parties signataires, que la SAFER Auvergne-Rhône-Alpes est la seule structure habilitée pour mettre en œuvre le droit de préemption au titre des PAEN prévu par le Code de l'Urbanisme.

S'agissant des secteurs couverts par un droit de préemption ENS à l'intérieur d'un périmètre PAEN, le droit de préemption ENS continue à s'appliquer selon les modalités définies par le Département.

ARTICLE 3 : DELIMITATION TERRITORIALE

Les modalités obligatoires de la présente convention s'appliquent au sein des périmètres PAEN approuvés dans le département de l'Isère et à compter de l'envoi par le Département à la SAFER de la délibération prise par l'Assemblée Départementale de création d'un PAEN, pour chaque périmètre nouvellement créé.

Les modalités optionnelles peuvent s'appliquer dès la signature de la présente convention pour ce qui concerne les études préalables à la mise en place d'un PAEN.

DEUXIEME PARTIE : MODALITES PRATIQUES DE MISE EN ŒUVRE DU DROIT DE PREEMPTION

ARTICLE 4 : TRANSMISSION DES DECLARATIONS D'INTENTION D'ALIENER

a- Information du Département aux notaires et à la SAFER concernant les périmètres géographiques des PAEN

Conformément au code de l'urbanisme, le Département transmettra les délibérations de création des PAEN, accompagnées des plans de situation et de délimitation, au Conseil supérieur du notariat et à la chambre départementale des notaires. En outre, le Département pourra mettre en œuvre toute mesure de publicité qu'il jugera opportune concernant la profession notariale. Cette information doit permettre aux notaires de transmettre une information complète à la SAFER.

Par ailleurs le Département mettra à disposition de la SAFER les périmètres des PAEN approuvés (les informations pourront être transmises dans un format informatique pouvant être lu par un système d'information géographique).

b- Forme et contenu de la transmission des informations par la SAFER au Département

Par application des dispositions de l'article L.141-1-1 du CRPM, la SAFER est informée par les notaires des projets d'aliénations – à titre onéreux ou à titre gratuit – portant sur des biens ruraux, en ce compris les biens situés en périmètre PAEN. Elle reçoit de la part des notaires les « déclarations d'intention d'aliéner » (DIA), aussi appelées « notifications ».

Seules sont transmises au Département les notifications relatives aux projets d'aliénations à titre onéreux.

L'article R.143-15 du CRPM précise que la déclaration d'intention d'aliéner est transmise au Département dès réception à la SAFER. En complément, il est précisé que les notifications devront permettre d'identifier les biens inscrits dans les périmètres PAEN (désignation cadastrale, nature, surface, situation locative, identité de l'acquéreur s'il est connu) ainsi que tout élément essentiel à la vente.

Afin d'optimiser le temps d'instruction par le Département, la diffusion des notifications de vente par la SAFER au Département interviendra par courriel avec accusé de réception, de manière hebdomadaire, adressé aux destinataires désignés par le Département. Le Département aura la possibilité de désigner des destinataires différents pour chaque PAEN.

La date d'envoi du courriel par la SAFER au Département vaut ouverture du délai d'un mois donné à ce dernier pour se positionner.

Le Département pourra également disposer d'un accès à la plateforme internet Vigifoncier permettant de spatialiser les biens notifiés et de les croiser avec différentes couches d'enjeux territoriaux.

Les parties conviennent que cette diffusion par mail se substitue à l'envoi par la SAFER au Département en lettre recommandée avec accusé de réception d'une copie de la notification reçue par la SAFER.

c- Instruction d'une demande de préemption du Département :

Dans les 10 jours suivant la réception par le Département de la déclaration d'intention d'aliéner adressée par courriel par la SAFER, et préalablement à toute décision de préemption, les services du Département, demanderont à la SAFER d'étudier la cohérence du prix notifié au regard du marché foncier du secteur.

En tout état de cause, cette demande ne pourra pas conduire à rallonger le délai d'un mois précité.

Dans le cas où le Département confirme son intention de préempter et pour la sécurisation juridique du dossier, la SAFER adressera au Département une copie de la notification de vente concernée par courrier recommandé avec accusé de réception.

Les parties conviennent également que la saisine des Domaines pour l'évaluation des biens sera effectuée par la SAFER pour le compte du Département, dans le cadre de l'instruction du dossier de préemption.

ARTICLE 5 : FORMALISATION DE LA DEMANDE DE PREEMPTION

La demande de préemption au titre de l'objectif 9 de l'article L.143-2 du CRPM doit être faite par le Président du Conseil départemental dans le cadre de la délégation que l'Assemblée Départementale lui a donnée, comme le permet l'article L.3221-12 du Code Général des Collectivités Territoriales. Cette demande, sous la forme d'un arrêté, sera transmise à la SAFER par lettre recommandée avec accusé de réception, dans le délai d'un mois, et contiendra les motivations de préemption au titre du programme d'actions, conformément aux articles L.113-25

et suivants du Code de l'Urbanisme. Passé ce délai d'un mois, le Département ne sera plus en capacité de demander à la SAFER d'exercer son droit de préemption au titre de l'objectif 9 de l'article L.143-2 du CRPM.

ARTICLE 6 : DISPOSITIONS PARTICULIERES

Les parties conviennent, pour les points suivants, du mode d'intervention décrit ci-après :

a- Le cas du droit de préemption du fermier en place

Le droit de préemption PAEN du Département étant institué par le Code de l'Urbanisme, ce droit est prioritaire sur les autres droits de préemption, à l'exception du droit de préemption ENS. Le droit de préemption PAEN du Département est donc prioritaire sur le droit de préemption du fermier en place.

Toutefois, sauf situation particulière justifiée par le programme d'actions du PAEN, le Département n'entend pas exercer le droit de préemption dont il dispose sur les PAEN à l'encontre du fermier en place.

b- La contestation du prix

L'objectif 5 de l'article L.143-2 du CRPM (lutte contre la spéculation foncière) peut être mis en œuvre par la SAFER conjointement à l'objectif 9.

La demande de préemption du Département doit donc préciser si elle est formulée au prix notifié ou avec révision du prix.

En cas de préemption avec révision de prix instruite par la SAFER au titre de l'objectif 9, le Département supportera tous les frais liés aux recours contestant la décision de préemption. Il s'engage également le cas échéant à acquérir le bien au prix fixé par le tribunal, en cas de demande de fixation judiciaire du prix par le vendeur.

c- Superposition de périmètres ENS et PAEN

Biens situés en totalité en zone de préemption ENS : pour ces biens, il est rappelé que le Département ne peut solliciter la SAFER, conformément aux dispositions de l'article L.113-25 du Code de l'Urbanisme.

Biens situés pour partie en zone de préemption ENS : le Département pourra exercer son droit de préemption sur la partie du bien située en zone de préemption ENS et solliciter la SAFER au titre de l'objectif 9 de l'article L.143-2 du CRPM pour la partie du bien située dans le PAEN mais hors zone de préemption ENS.

Si le propriétaire exige l'achat de la totalité de l'unité foncière concernée, l'acquisition de l'ensemble se fera par le Département au travers des deux procédures distinctes de préemption.

d- Superposition du Droit de préemption au titre de l'objectif 9 de l'article L.143-2 du CRPM et du Droit de préemption de la SAFER au titre des objectifs 1 à 8

Le Département précise que sauf situation particulière, il privilégiera le recours à la SAFER pour intervenir dans les PAEN au titre des objectifs 1 à 8, plutôt qu'au titre de l'objectif 9 de l'article L.143-2 du CRPM.

e- Renonciation du Département au Droit de préemption au titre de l'objectif 9 de l'article L.143-2 du CRPM :

L'absence de demande officielle de préemption du Département dans le délai d'un mois à compter de la transmission de la notification de vente par la SAFER, vaudra renonciation à son droit de préemption.

Le Département pourra également renoncer de manière anticipée à son droit de préemption, en informant par mail ou courrier, la SAFER avant l'expiration du délai d'un mois précité.

Dans les deux cas, la SAFER pourra ensuite exercer, ou renoncer de manière anticipée, au droit de préemption institué à son profit par le CRPM.

f- Cas particulier des adjudications

Les obligations de déclaration prévues à l'article R. 143-16 du CRPM sont applicables aux adjudications volontaires ou forcées de terrains, bâtis ou non bâtis, ou d'ensembles de droits sociaux donnant vocation à l'attribution en propriété ou en jouissance de terrains situés à l'intérieur des PAEN.

La SAFER informe le Département du prix de la dernière enchère dans le délai d'une semaine suivant l'adjudication.

Le Département dispose d'un délai de deux semaines à compter de cette transmission pour informer la SAFER de son intention d'exercer son droit de préemption.

Lorsque le Département décide d'exercer son droit de préemption, la SAFER, dans le délai de deux mois suivant la date à laquelle la déclaration d'intention d'aliéner lui est parvenue, notifie cette décision à la personne chargée de dresser l'acte d'aliénation et, dans les quinze jours suivant la réception de cette décision par ce dernier, à l'acquéreur évincé. Elle adresse copie de la décision au Maire de la commune où est situé le bien en vue de son affichage en mairie pendant quinze jours et, le cas échéant, au Président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de plan local d'urbanisme.

Si le Département ne répond pas dans le délai de deux semaines ou s'il renonce à exercer son droit, la SAFER peut, dans le délai d'un mois suivant lequel l'intention de vente lui a été notifiée, avec l'accord de ses commissaires du Gouvernement, exercer le droit de préemption qui lui est reconnu au titre des 1° à 8° de l'article L. 143-2 du CRPM.

ARTICLE 7 : REGULARISATION DES PREEMPTIONS PAR ACTE AUTHENTIQUE

La SAFER notifiera à la personne instrumentaire de la DIA l'avis de préemption pour le compte du Département.

Une copie de cet avis de préemption sera adressée au Département.

Le Département saisira le notaire chargé de dresser l'acte authentique, dans les délais impartis par la loi. Le paiement du prix et des frais d'acte seront à la charge du Département.

ARTICLE 8 : PROJETS D'ACQUISITIONS AMIABLES PAR LE DEPARTEMENT OU LA SAFER AU SEIN DU PERIMETRE PAEN

a- Projet d'acquisition amiable par le Département

Le Département s'engage à consulter la SAFER avant tout projet d'acquisition amiable d'un bien foncier ou immobilier à l'intérieur du périmètre PAEN, afin notamment de déterminer s'il est plus opportun de faire réaliser l'acquisition par la SAFER ou par le Département. En tout état de cause, en cas d'acquisition directe par le Département, la gestion temporaire des biens, leur revente ou leur location par intermédiation locative se feront selon les dispositions des articles 9, 10 et 11 ci-après.

b- Projet d'acquisition amiable par la SAFER

En cas d'acquisition réalisée par la SAFER, cette dernière informera le Département par envoi d'un courriel au moment de la publicité légale, courriel valant notification.

ARTICLE 9 : MODALITES DE GESTION TEMPORAIRE DES BIENS ACQUIS (PAR PREEMPTION OU A L'AMIABLE)

Conformément à l'article R.113-28 du Code de l'Urbanisme, le Département pourra, dans l'attente d'une affectation définitive des propriétés acquises, mettre les biens à disposition de la SAFER pour une exploitation agricole via des conventions de mise à disposition, telles que définies à l'article L.142-6 du CRPM.

La SAFER mettra par la suite les biens à disposition d'exploitants agréés par son Comité Technique Départemental et après l'accord de ses Commissaires du Gouvernement, via des baux SAFER, en accord avec le Département et conformément aux bénéfices attendus décrits dans les programmes d'actions. Les baux SAFER comporteront un cahier des charges conforme aux dispositions de l'article R.113-29 du Code de l'Urbanisme.

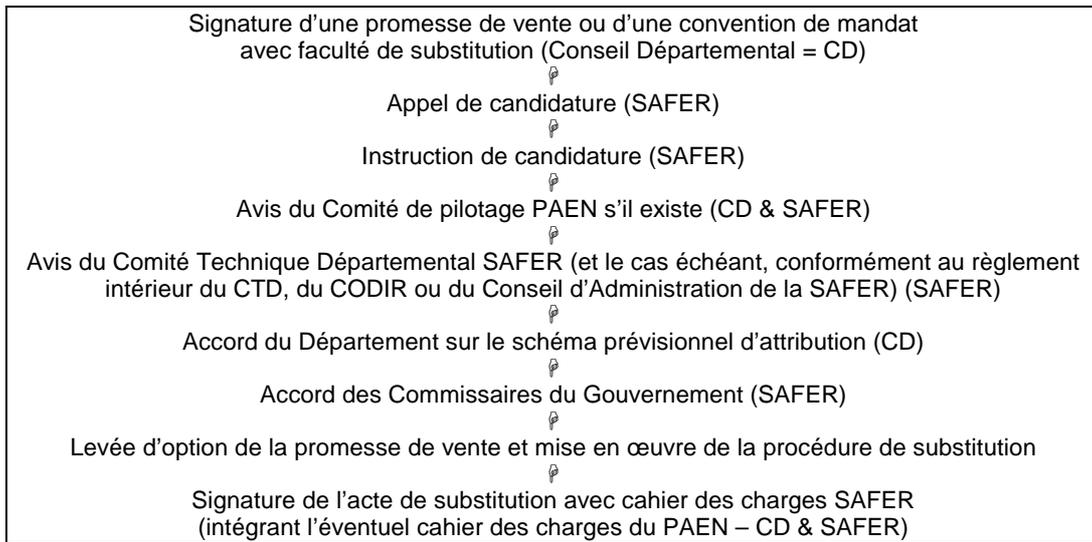
Le Département pourra céder, louer ou concéder les biens acquis dans les périmètres PAEN selon les modalités définies à l'article R.113-27 du Code de l'Urbanisme.

ARTICLE 10 : MODALITE DE RETROCESSION DES BIENS DANS LES PAEN

a- Cas des propriétés du Département

Sauf cas particulier préalablement validé par les parties signataires, les biens acquis par le Département à l'amiable ou au titre du droit de préemption PAEN seront attribués via la procédure SAFER classique de substitution (point II de l'article L.141-1 du CRPM), après avis du Comité de Pilotage du PAEN s'il existe.

Rappel de la procédure :



La SAFER informera le Département sur le schéma prévisionnel de rétrocession par lettre recommandée avec accusé de réception, ou par courriel dont le Département accusera réception. A compter de cette date de réception (date de première présentation du recommandé ou date d'accusé de réception du courriel), le Département disposera d'un délai d'un mois pour accepter le schéma prévisionnel d'attribution ou s'y opposer. Son silence durant ce délai vaudra accord sur le projet d'attribution proposé par la SAFER.

En l'absence d'accord du Département sur le choix de l'attributaire proposé par la SAFER, le Département restera propriétaire des biens. Une discussion pourra alors s'engager pour rechercher une solution de revente agréée par les deux parties.

b- Cas des propriétés mises en vente par la SAFER

Tout projet de cession (par rétrocession ou substitution) par la SAFER doit normalement faire l'objet d'une notification au Département par le notaire instrumentaire de l'acte de vente.

Toutefois, afin de simplifier cette procédure, les parties conviennent de ce qui suit :

- 1) La SAFER informera le Département de tous les appels à candidatures réalisés dans un périmètre PAEN par l'intermédiaire du portail Vigifoncier et d'un courriel au moment de la publicité légale.
- 2) Avant toute décision définitive d'attribution, la SAFER informera le Département sur le schéma prévisionnel de rétrocession par lettre recommandée avec accusé de réception ou par courriel dont le Département accusera réception. A compter de cette date de réception (date de première présentation du recommandé ou date d'accusé de réception du courriel), le Département disposera d'un délai d'un mois pour accepter le schéma prévisionnel d'attribution ou s'y opposer et demander à être titré en lieu et place de l'attributaire pressenti par la SAFER. Son silence durant ce délai vaudra accord sur le projet d'attribution proposé par la SAFER.
- 3) Compte tenu des dispositions ci-dessus, le Département dispense la SAFER de lui faire adresser par le notaire instrumentaire la notification de vente correspondante.

ARTICLE 11 : SERVICE D'INTERMEDIATION LOCATIVE DE LA SAFER POUR LES BIENS CONSERVES EN PROPRIETE PAR LE DEPARTEMENT

La SAFER pourra être sollicitée par le Département pour trouver des exploitants agricoles susceptibles de louer par bail à ferme des biens qui resteront la propriété du Département. La SAFER mettra alors en œuvre la procédure d'intermédiation locative, définie au point I-7° de l'article R.141-1 du CRPM.

TROISIEME PARTIE : MODALITES PRATIQUES OPTIONNELLES D'INTERVENTION DE LA SAFER

ARTICLE 12 : ETUDE PREALABLE A LA MISE EN PLACE D'UN PAEN

Objectifs :

Dans le cadre de la mise en place de PAEN, le Département de l'Isère peut souhaiter améliorer sa connaissance foncière des sites susceptibles d'accueillir ces périmètres PAEN. Dans cet objectif, il pourra

solliciter la SAFER pour réaliser un diagnostic foncier s'appuyant sur ses compétences en matière d'observation foncières, notamment celles développées dans le cadre de l'observatoire foncier partenarial de l'Isère (OFPI) et via ses connaissances sur les questions de dynamique de marché foncier, en lien avec le droit de préemption dont elle dispose.

La connaissance de ces sites, effectuée de manière approfondie, vise deux objectifs :

- Apporter des éléments d'aide à la décision, préalablement à la finalisation des périmètres retenus.
- Permettre de dresser un état des lieux initial des sites et d'étudier leur évolution par la mise en place d'indicateurs fonciers suivis dans le temps.

Ce diagnostic foncier est ainsi un outil de connaissance et de compréhension du contexte foncier, et de l'état et de la dynamique du marché foncier rural du site, à travers une analyse de l'occupation des sols et de l'état des marchés fonciers.

Il poursuit la finalité de mettre en place un suivi dans le temps des dynamiques à l'œuvre sur le territoire, par la définition d'indicateurs fonciers clés, afin de mieux anticiper et maîtriser les évolutions futures. Les études préalables et diagnostics fonciers réalisées dans le cadre de la mise en place d'un PAEN pourront par ailleurs être valorisés dans le cadre des travaux de l'OFPI.

Sources de données :

La SAFER Auvergne-Rhône-Alpes, en réponse aux missions qui lui ont été confiées par le législateur et notamment la transparence du marché foncier rural, collecte et compile sous forme de bases de données des informations sur les territoires, leur structure foncière et leur marché foncier. Ces bases de données sont la matière première quantifiée de la connaissance foncière des territoires.

La base cadastrale DGFIP (Direction Générale des Finances Publiques) contient des données relatives à l'ensemble des parcelles cadastrées et à leur(s) propriétaire(s). Elle est réactualisée chaque année et son analyse régulière permet de produire une photographie de la structure foncière d'un territoire et de caractériser son évolution.

La base des notifications regroupe des informations relatives d'une part à l'ensemble des données issues des Déclarations d'Intention d'Aliéner (DIA) et d'autre part aux biens que la SAFER rétrocède dans le cadre de son activité. Les DIA sont transmises par les notaires lorsqu'ils instruisent un projet de vente dans l'espace naturel et rural et que les biens concernés répondent à certaines conditions. Les DIA spécifient différentes informations quant à la nature du bien, au prix, aux conditions de vente et aux contractants. La compilation de ces informations au cours du temps et l'analyse de la base qui en résulte permettent à la SAFER d'appréhender dans l'espace rural, le marché foncier et son évolution.

Echelles de traitement :

Les données et indicateurs SAFER sont traités et représentés à l'échelle parcellaire ou à l'échelle des comptes de propriété du site à enjeux défini par le Département de l'Isère, de manière à disposer de données foncières précises.

Les sites à enjeux pouvant accueillir des PAEN sont de taille, de population et d'occupation du sol très hétérogènes.

ARTICLE 13 : ELABORATION DE REFERENTIEL FONCIER ET/OU DE DIAGNOSTIC FONCIER

Objectif :

Dans le cadre de la mise en place d'un PAEN, en complément de l'éventuelle étude foncière préalable, le Département de l'Isère peut souhaiter disposer d'un référentiel foncier et/ou d'un diagnostic du foncier au sein du périmètre, afin d'évaluer d'une part les prix du foncier non bâti en fonction de sa localisation et de son usage (naturel ou culture en place), et d'autre part, d'identifier les outils de l'aménagement foncier qu'il serait pertinent de mobiliser pour optimiser l'usage du foncier au sein du périmètre (animation foncière auprès des propriétaires pour mises à dispositions nouvelles de terrains au bénéfice d'agriculteurs, création d'association foncière, échanges de parcelles, procédures terres incultes ou manifestement sous-exploitées, biens vacants sans maître, etc.).

L'objectif final de ces outils est d'observer l'évolution des prix agricoles, naturels et forestiers à l'intérieur des territoires PAEN et de guider les interventions foncières pouvant être conduites sur le périmètre. Il pourra être réalisé dans le cadre des études préalables à la définition du périmètre, ou dans un second temps, une fois le périmètre défini, dans le cadre de la mise en place du volet foncier du plan d'actions.

Données sources :

La SAFER Auvergne-Rhône-Alpes mobilisera principalement trois sources de données :

- La base des notifications et rétrocessions SAFER.
- La base Demande de Valeur Foncière (DGFIP) issue des actes de vente enregistrés par la Publicité Foncière. Cette base permet de vérifier la réalisation des ventes dans les conditions de la notification à la SAFER et de voir si certaines ventes auraient échappé à la notification.
- L'expertise des Conseillers Fonciers, praticiens de terrain qui connaissent de manière précise les critères locaux de formation des prix.

Ces trois sources de données seront complétées par l'ensemble des données dont dispose la SAFER en matière agricole, environnementales et forestière, selon les enjeux du périmètre étudié.

⇒ L'ensemble de ces éléments permet de caractériser la plus-value ou la moins-value de situation des parcelles cadastrales.

- ⇒ Le référentiel foncier est un outil portant exclusivement sur le foncier non bâti, quelle que soit sa situation au regard du document d'urbanisme à l'exclusion de la zone U.
- ⇒ Ce référentiel se présente principalement sous une forme cartographique accompagnée de fiches descriptives par territoires PAEN.
- ⇒ Il est constitué de manière itérative, profitant ainsi à la fois des références existantes, mais également de l'expertise foncière de la SAFER et de la connaissance du territoire des élus et agents territoriaux.
- ⇒ Ces références de prix ne sont qu'indicatives et n'ont pas de valeur juridique devant un juge, pour quelle que cause que ce soit (transactions immobilières, successions, expropriations...).
- ⇒ Le diagnostic foncier consiste en une étude cartographique commentée sur l'analyse du foncier au sein du périmètre (propriété, usage...), et, le cas échéant, des solutions possibles d'aménagement foncier rural à mobiliser pour optimiser l'usage du foncier en fonction des enjeux en présence (agricoles, naturels, forestiers...).

En complément des études, référentiels fonciers et diagnostic ci-dessus évoqués, la SAFER pourra contribuer à la mise en œuvre des actions foncières engagées dans le cadre des plans d'actions des PAEN. Ces contributions de la SAFER seront définies dans le cadre de lettres de mission spécifiques, dans le respect de la réglementation en matière de marché public.

QUATRIEME PARTIE : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 14 : INTERVENTIONS DE LA SAFER DANS LE CADRE DE LA MISE EN ŒUVRE DU DROIT DE PREEMPTION

Dans le cadre de la mise en œuvre du droit de préemption PAEN, la SAFER devra :

1. saisir les notifications reçues dans les périmètres PAEN,
2. envoyer les notifications au Département,

et elle pourra, si le Département le souhaite :

3. mettre à disposition le dispositif de veille foncière Vigifoncier,
4. participer à l'animation foncière, et notamment celle préalable aux demandes d'interventions,
5. monter et engager le dossier de préemption,
6. participer à la procédure d'attribution,
7. gérer les biens acquis,
8. assister le Département en cas de contentieux, suite à une préemption (apport sur les termes de comparaison, tous autres domaines permettant de défendre les intérêts de la collectivité).

ARTICLE 15 : DESCRIPTIF DES COUTS GENERES POUR LA SAFER DANS LE CADRE DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA CONVENTION

A) Veille foncière et mise à disposition de Vigifoncier

Mise en place du système d'alerte mail pour le Département et création et gestion du compte « Département » sur Vigifoncier :

1. Mise en place des périmètres de veille foncière PAEN,
2. Information des notifications,
3. Information des avis de préemption SAFER,
4. Communication des appels à candidature,
5. Information des rétrocessions SAFER,
6. Cartographie instantanée de ces informations.

Coût :

- Mise en place des périmètres de veille foncière PAEN :
650 € HT en année 1
650 € HT les années suivantes, uniquement en cas de création de périmètres nouveaux ou de modification substantielle de périmètres existants (augmentation ou diminution du périmètre en place supérieure à 20%).
- Diffusion des notifications de vente et abonnement annuel Vigifoncier :
 - 250 € HT/an pour une commune concernée par un périmètre PAEN.
 - 150 € HT/an par commune pour 2 à 10 communes
 - 125 € HT/an par commune pour 11 à 25 communes
 - 100 € HT/an par commune pour 26 communes et plus, plafonné à 6000€ /an

Il est précisé que ce montant pourra être adapté, en fonction de l'utilisation éventuellement déjà effective sur un territoire de l'outil Vigifoncier dans le cadre d'autres compétences départementales.

B) Instruction opérationnelle des demandes de préemption

Instruction pré-opérationnelle du dossier : préalablement à l'exercice d'une préemption au titre des PAEN, la SAFER procédera sur demande du Département, à une pré-instruction du dossier comprenant une analyse des biens notifiés, des éléments de contexte local et un avis de valeur aux vues des références du secteur. Ces éléments permettront au Département de décider de la suite à donner au dossier.

Pour chaque dossier ayant donné lieu à une instruction pré-opérationnelle, les frais d'instruction sont évalués à 650 € HT, à la charge du Département.

Montage d'un dossier de préemption PAEN : pour les dossiers sur lesquels le Département sollicitera une préemption de la SAFER au titre des PAEN, il versera à la SAFER au titre des frais d'instruction du dossier, une rémunération de 5% HT appliqués sur le montant du prix principal, avec un minimum forfaitaire de 650 € HT par dossier.

Pour toute autre prestation qui ne serait pas en lien avec l'engagement d'un dossier de préemption PAEN, les parties se référeront au barème de la SAFER ou à la convention cadre SAFER/Département si elle existe.

ARTICLE 16 : ETUDE PREALABLE A LA MISE EN PLACE D'UN PAEN

Le coût de réalisation d'une étude foncière préalable à la mise en place d'un PAEN comprend un forfait de base complété d'une facturation en fonction du nombre de communes concernées, selon le décompte indicatif suivant :

Nombre de Communes	Nombre de jours	Coût unitaire
Pour une commune concernée par le périmètre	3 jours	1950 € HT
Par commune supplémentaire	1 jour	650 € HT

Il est précisé que toute intervention de la SAFER dans ce cadre fera l'objet d'un devis.

ARTICLE 17 : ELABORATION D'UN REFERENTIEL FONCIER OU D'UN DIAGNOSTIC FONCIER

Le coût de réalisation d'un référentiel foncier ou d'un diagnostic foncier dans le cadre de la mise en place d'un PAEN comprend un forfait de base complété d'une facturation fonction du nombre de communes concernées, selon le décompte indicatif suivant :

Nombre de Communes	Nombre de jours	Coût unitaire
Pour une commune concernée par le périmètre	2 jours	1300 € HT
Par commune supplémentaire	0,5 jour	325 € HT

Il est précisé que toute intervention de la SAFER dans ce cadre fera l'objet d'un devis.

ARTICLE 18 : MODALITES DE FACTURATION

Les prestations d'étude préalable à la mise en place d'un PAEN, d'élaboration d'un référentiel foncier ou d'un diagnostic foncier feront l'objet de notes d'honoraires, établies en fin de réalisation de chaque prestation.

Les éléments A définis à l'article 15 feront l'objet d'une facturation annuelle établie par la SAFER.

Les évolutions éventuelles concernant soit la superficie soit le nombre de communes inclus dans les PAEN seront intégrées prorata temporis au jour le jour dans le calcul de la facturation annuelle.

L'élément B fera l'objet d'une facturation établie par la SAFER dossier par dossier, pour chaque préemption engagée par la SAFER à la demande du Département.

ARTICLE 19 : REACTUALISATION DES FRAIS D'INTERVENTION DE LA SAFER

Les parties conviennent de ne pas appliquer de réactualisation annuelle le temps de la durée d'application de la convention.

CINQUIEME PARTIE : DIFFICULTES JURIDIQUES DE MISE EN ŒUVRE

ARTICLE 20 : RESPONSABILITES

La SAFER agit ici en qualité de mandataire, sa responsabilité ne peut être engagée sauf en raison d'une inexécution ou d'un défaut d'accomplissement de ses obligations dans le cadre de son mandat.

Et plus particulièrement :

1) La SAFER ne pourra être tenue responsable du défaut de notification en cas d'inexécution des débiteurs de cette obligation.

2) Toute demande de préemption devra être motivée par le Département, conformément à l'article 5. En cas de défaut de motivation par le Département, la SAFER ne sera pas en mesure d'exercer son droit de préemption et la responsabilité technique, juridique et financière de la SAFER ne pourra être engagée.

3) La SAFER ne pourra être tenue pour responsable de toutes évolutions législatives ou interprétations jurisprudentielles qui pourraient affecter certains points de la présente convention.

ARTICLE 21 : PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE CONTENTIEUX

Les frais engagés par la SAFER en cas de contentieux liés à l'exercice de son droit de préemption au titre de l'objectif 9 de l'article L.143-2 du CRPM seront supportés en intégralité par le Département, dans l'hypothèse où la SAFER a été destinataire de factures.

L'action en annulation de ventes opérées sans déclaration d'intention d'aliéner (TGI) est exercée par la SAFER conformément à l'article R.143-20 du CRPM. Le Département s'engage à rembourser à la SAFER les frais qu'elle aurait à engager dans le cadre des contentieux que son intervention, au nom et pour le compte du Département, pourrait engendrer.

Les recours pour excès de pouvoir dirigés contre la décision de préemption (TA) sont traités par le Département.

En cas de refus du vendeur de régulariser la vente par acte authentique suite à l'exercice du droit de préemption, le Département fera dresser un procès-verbal de carence par le notaire en vue de sa publication au fichier immobilier et engagera une action sur cette base devant le TGI territorialement compétent aux fins d'obtenir judiciairement le transfert de propriété à son profit.

La saisine du juge de l'expropriation pour fixation du prix, et le suivi de cette action jusqu'au jugement, sont assurés par la SAFER. Le Département s'engage à rembourser à la SAFER les frais qu'elle aurait à engager dans le cadre de cette action en fixation judiciaire du prix.

SIXIEME PARTIE : DUREE DE LA CONVENTION, CLAUSE DE REVISION ET CONDITIONS GENERALES

ARTICLE 22 : DUREE DE LA CONVENTION

La convention est conclue pour une période de 4 ans à compter de sa signature.

La convention prendra effet dès sa signature par les parties et après agrément par les Commissaires du Gouvernement Agriculture et Finances de la SAFER. Cet agrément devra être sollicité par la SAFER dans le mois de la signature de la présente convention.

La convention poursuivra ses effets pour les dossiers engagés pendant sa période de validité, dès lors que le Département a donné son mandat.

La durée de la convention est éventuellement prolongeable par avenant, selon les modalités définies à l'article 23.

ARTICLE 23 : CLAUSE DE REVISION

Les parties conviennent de la tenue a minima d'une rencontre annuelle permettant l'évaluation du dispositif d'intervention et d'animation mis en œuvre conformément à la présente.

En cas de nécessité, notamment imposée par des évolutions législatives ou jurisprudentielles, ou par une évolution du barème d'intervention approuvé par le Conseil d'Administration de la SAFER, les parties conviennent de la possibilité de réviser et modifier la présente convention à première demande d'une des deux

parties, moyennant la rédaction d'avenants à la convention qui devront être validés et signés par les représentants du Département et de la SAFER.

La partie souhaitant réviser ou modifier la convention devra en informer l'autre par lettre recommandée avec accusé de réception, moyennant un préavis de 1 mois.

ARTICLE 24 : CONDITIONS GENERALES

a- Facturation

La SAFER Auvergne-Rhône-Alpes est soumise à la TVA au taux en vigueur à ce jour de 20%.

Les honoraires seront payables sur présentation de notes d'honoraires établies conformément aux échéances précisées ci-avant ou dans chaque lettre de mission spécifique.

b- Domiciliation bancaire de la SAFER

Les paiements seront effectués par virement au Crédit Agricole Sud Rhône-Alpes (15, rue Paul Claudel – 38000 Grenoble), sur le compte ouvert au nom de la SAFER Auvergne-Rhône-Alpes sous le numéro 13906 00105 54014417000 26, sur présentation de la facture.

Code banque	Code guichet	Numéro de compte	Clé RIB
13906	00105	54014417000	26
IBAN : FR76 1390 6001 0554 0144 1700 026			
BIC : AGRIFRPP839			
Crédit Agricole Sud Rhône-Alpes 15, rue Paul Claudel, 38000 Grenoble			
N°TVA intracommunautaire FR19.025.500.368.00170 – TVA sur les débits			
Conditions d'escompte : pas d'escompte en cas de paiement anticipé Taux de pénalités de retard : 3 fois le taux d'intérêt légal Une indemnité forfaitaire de 40 € est due en cas de retard de paiement			

Le Département s'engage à mandater les sommes dues dans un délai de 45 jours à compter de la réception de la facture émise par la SAFER.

c- Litiges

Pour tout litige susceptible d'intervenir à l'occasion de la présente convention, les parties s'en remettent à la compétence des tribunaux de Grenoble.

Pour le Département

Le Président,

Pour la SAFER,

Le Président Directeur Général,



Séance du 16 novembre 2018

DOSSIER N° 2018 DOB A 05 03

Politique : - Personnes âgées

- Programme(s) :
- Hébergement personnes âgées
 - Hébergement personnes handicapées
 - Soutien à domicile personnes handicapées

Objet : Orientations de la tarification 2019 des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour personnes âgées et personnes handicapées

Dépôt en Préfecture le : 23 nov 2018

Le Conseil départemental,

Vu le rapport du Président n° 2018 DOB A 05 03,

Vu l'amendement et l'avis de la commission de l'action sociale et des solidarités,

Entendu, le rapport du rapporteur Madame Laura BONNEFOY au nom de la commission de l'action sociale et des solidarités,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

- de fixer pour l'année 2019, les taux directeurs d'évolution des dépenses des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour personnes âgées et pour personnes handicapées, pour chaque groupe de dépenses, comme indiqué ci-dessous :

1 - Objectif d'évolution des dépenses par type de structure des établissements et services « personnes handicapées » et « personnes âgées » (section hébergement et hors services prestataires d'aide à domicile)

Evolution des charges afférentes à l'exploitation et à la structure

Un taux d'évolution de 1,10 % est retenu pour les charges identifiées dans les groupes I (charges afférentes à l'exploitation), compte tenu notamment de l'inflation prévisionnelle. Les dépenses de ce groupe sont constituées notamment des énergies, des fluides et de l'alimentation.

Pour le groupe III (charges afférentes à l'exploitation et à la structure), le taux d'évolution retenu est de 0,40 % (hors frais de siège, frais financiers et dotations aux amortissements).

Evolution de la masse salariale :

En 2019, l'évolution de la convention collective de certains établissements augmentera les frais de personnel, puisque la nouvelle classification de certains métiers est étalée sur 3 ans. Toutefois, les structures privées associatives devraient bénéficier parallèlement d'une baisse des cotisations sociales et fiscales sur les rémunérations qui n'est pas complètement actée à ce jour, et qui remplacera le crédit d'impôts sur la taxe sur les salaires.

Ainsi, les prévisions du taux d'évolution de la masse salariale des établissements « personnes âgées » (section hébergement) et personnes handicapées, s'établissent à 0,87 % (glissement, vieillesse et technicité compris).

Compte tenu de la répartition de chacun des groupes de dépenses dans les masses budgétaires des établissements, le taux global d'évolution des dépenses est de 0,80 %.

2 - L'évolution du forfait dépendance (personnes âgées)

Depuis 2017, la section dépendance des établissements est forfaitisée en fonction du niveau de dépendance des résidents. Une convergence de tous les établissements pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) est mise en place vers la « valeur point Gir départementale », qui traduit la moyenne de ces structures. La valeur point Gir départementale, moyenne de convergence pour l'ensemble des établissements, était de 8,12 € par point Gir en 2018.

La valeur point Gir départementale de convergence 2019 est fixée à 8,20 €. Le taux directeur de convergence est quant à lui fixé à 1 %. Il permettra d'aider à amortir les effets de la convergence négative à laquelle sont soumis certains établissements.

Pour les petites unités de vie (PUV), le taux d'évolution de la section dépendance est de 1 %.

3 - Pour les établissements non habilités ou habilités partiellement à l'aide sociale

Pour 2019, les tarifs journaliers sont fixés respectivement à 58,33 € pour les EHPAD et à 24,26 € pour les EHPA par application des taux directeurs.

4 - Mesures nouvelles 2019

Les moyens nouveaux alloués aux établissements et services seront définis dans le cadre du budget prévisionnel 2019 du Département. Ils seront dédiés prioritairement au financement des opérations de création, d'extension et de mise aux normes préalablement autorisées, au renforcement des veilles de nuit (selon les établissements). Pour les structures personnes âgées, il sera tenu compte des moyens validés dans le cadre des conventions tripartites et leurs avenants ou les contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens conclus.

5 - Dépenses ne relevant pas de la tarification

Conformément aux règles applicables à l'ensemble du secteur social et médico-social, les frais afférents à la vie associative des organismes privés à but non lucratif (assemblée générale, publications) et du secteur mutualiste, ainsi que les avantages qui ne résultent pas d'une stricte application des dispositions conventionnelles ou de la fonction publique, ne sont pas pris en compte dans la tarification des établissements ou des services.

Contre : 22 (groupe Rassemblement des citoyens – Solidarité et Ecologie, groupe Parti Socialiste et Apparentés, groupe Communistes et Gauche Unie-Solidaire)

Pour : le reste des Conseillers départementaux présents ou représentés

ADOPTE



EXTRAIT DES DÉLIBÉRATIONS

Séance du 16 novembre 2018

DOSSIER N° 2018 DOB A 05 04

Politique : - Personnes âgées

Objet : Modification des critères d'allocation des aides à l'investissement pour les établissements pour personnes âgées et modalités de calcul de ces aides

Dépôt en Préfecture le : 23 nov 2018

Le Conseil départemental,

Vu le rapport du Président n° 2018 DOB A 05 04,

Vu l'avis de la commission de l'action sociale et des solidarités,

Entendu, le rapport du rapporteur Madame Laura BONNEFOY au nom de la commission de l'action sociale et des solidarités,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

- de retirer des critères d'allocation de subvention la participation de la collectivité d'implantation à la charge foncière, lors d'une construction neuve d'établissement pour personnes âgées ;
- de porter à 1 800 € le plafond du coût au m² (surface-plancher) pris en compte pour le calcul de la dépense subventionnable ;
- de maintenir inchangés les autres éléments de la délibération du 15 décembre 2016.

Ces nouvelles dispositions s'appliquent sur les prochaines conventions de versement de subvention à conclure.

Service des établissements pour personnes âgées et personnes handicapées

REPUBLIQUE FRANÇAISE



Arrêté n° 2018-9184 du 5 novembre 2018

Arrêté relatif à la capacité des foyers Sud Isère Grésivaudan modifiée par création de 18 places de foyer d'hébergement et 16 places de service d'activités de jour au Touvet-association familiale de l'Isère pour personnes handicapées (AFIPH)

Le Président du Conseil départemental

Vu le code de l'action sociale et des familles (CASF) ;

Vu l'arrêté de Monsieur le Président du Conseil départemental n° 2018-4484 du 14 mai 2018 relatif à la capacité autorisée des foyers Sud Isère Grésivaudan AFIPH pour personnes adultes déficientes intellectuelles ;

Vu le dossier initial remis le 5 juillet 2017, actualisé le 16 août 2018 par l'association AFIPH avec les besoins recensés sur le secteur des foyers Sud Isère Grésivaudan notamment les situations de jeunes majeurs en amendement Creton ;

Vu la délibération du conseil d'administration de l'association AFIPH en date du 17 octobre 2018 relative à la demande d'autorisation de création de places supplémentaire pour l'accueil de personnes adultes handicapées sans distinction de nature de handicap en foyer d'hébergement et en service d'activités de jour sur le site du Touvet ;

Sur proposition du Directeur général des services ;

ARRETE

Article 1 :

L'association AFIPH sise 3 avenue Marie Reynoard à Grenoble est autorisée à étendre la capacité des foyers Sud Isère Grésivaudan, par la création de 18 places de foyer d'hébergement et 16 places de service d'activités de jour (SAJ) sur le site du Touvet accueillant actuellement 15 places de SAJ.

La mise en service des nouvelles places est prévue à compter du 1^{er} juin 2019 après la réalisation de travaux d'aménagement dans le bâtiment situé rue des Gaillardes sur la commune du Touvet.

Cette unité du Touvet prend en charge des personnes handicapées adultes sans distinction de nature de handicap.

Article 2 :

La capacité autorisée pour les foyers Sud Isère Grésivaudan dont le siège administratif est situé 22 rue du Général de Gaulle à Vizille gérés par l'association AFIPH, accueillant des personnes adultes déficientes intellectuelles, est fixée comme suit :

FOYER D'HEBERGEMENT

140 places permanentes :

	Avant extension Le Touvet	Après extension Le Touvet
Susville - Farot et Sénépi - Le Cairn	25 places	25 places
La Mure - Les Gantiers	35 places	35 places
Vizille - Appartements	17 places	17 places
Poisat - Résidence du Puits	14 places	14 places
Lumbin - Les Grandes Vignes	31 places	31 places
Le Touvet - Grésivaudan (tous handicaps)	0 place	18 places
Total	122 places	140 places

2 places d'hébergement temporaire :

	Avant extension Le Touvet	Après extension Le Touvet
La Mure - Les Gantiers	1 place	1 place
Lumbin - Les Grandes Vignes	1 place	1 place
Total	2 places	2 places

SERVICE D'ACTIVITES DE JOUR (SAJ)

65 places :

	Avant extension Le Touvet	Après extension Le Touvet
La Mure - Les Gantiers	20 places	20 places
Champ-sur-Drac	14 places	14 places
Le Touvet - Grésivaudan (tous handicaps)	15 places	31 places
Total	49 places	65 places

Article 3 :

Les personnes accueillies simultanément en foyer d'hébergement et en service d'activités de jour relèvent d'une prise en charge foyer de vie.

Article 4 :

Cette autorisation est accordée jusqu'au 3 janvier 2032.

Son renouvellement sera subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L. 312-8 du CASF.

Conformément aux dispositions de l'article L. 313-1 du CASF, cette autorisation deviendrait caduque, en ce qui concerne les places créées au Touvet, en l'absence de commencement d'exécution des travaux dans un délai de trois ans à compter de la notification du présent arrêté.

Article 5 :

Concernant les places créées au Touvet, le présent arrêté vaut autorisation de fonctionnement sous réserve des conclusions favorables des contrôles de conformité prévus à l'article L. 313-6 du CASF qui seront réalisés avant l'ouverture.

Article 6 :

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au greffe du tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa notification pour les personnes ou organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

Article 7 :

Le Directeur général des services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Isère et notifié à Monsieur le Président de l'association AFIPH.

Dépôt en Préfecture le : 21 novembre 2018



**EXTRAIT DES DÉCISIONS
DE LA COMMISSION PERMANENTE**

Séance du 16 novembre 2018

DOSSIER N° 2018 C11 A 05 14

Politique : - Personnes âgées

Programme : Soutien à domicile

Opération : APA soutien à domicile
PCH à domicile

Objet : Revalorisation du tarif de référence des SAAD

Dépôt en Préfecture le : 20 nov 2018

La commission permanente,

Vu le rapport du Président N° 2018 C11 A 05 14,

Vu l'avis de la commission de l'action sociale et des solidarités,

DECIDE

A compter du 1^{er} janvier 2019 :

- de revaloriser 0,21 centimes le tarif de référence (qui est actuellement de 21 €) et de le porter à 21,21 € par heure d'intervention pour les service d'aide et d'accompagnement à domicile (SAAD) prestataires, pour l'APA, pour la PCH et pour l'aide ménagère financée par l'aide sociale départementale, étant précisé, pour l'aide ménagère, que le reste à charge de l'utilisateur demeure à 1,80 € par heure ;

- de fixer le tarif horaire de prise en charge des heures réalisées par des services prestataires non autorisés par le Département mais ayant fait l'objet d'une déclaration auprès de la DIRECCTE à 20,18 €.



Préfecture de l'Isère

Arrêté n°2018 - 8022

38-2018-10-19-010

**Arrêté relatif à la modification d'autorisation de l'établissement « Le Catalpa »,
géré par l'association de protection de l'enfance et d'accompagnement des adultes
« Sauvegarde Isère »**

**Le Préfet de l'Isère,
Le Président du Conseil départemental de l'Isère,**

Vu le code de l'action sociale et des familles notamment les articles L.222-5, L.312-1 et L.313.1 ;

Vu le code civil notamment ses articles 375 à 375-8 ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu l'ordonnance n°45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante ;

Vu les lois n°82-213 du 2 mars 1982 et 82-632 du 22 juillet 1982, relatives aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu les lois n°83-8 du 7 janvier 1983, n°83-663 du 22 juillet 1983 et n°83-1186 du 29 décembre 1983 relatives à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;

Vu la loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement ;

Vu les objectifs stratégiques du schéma départemental d'action sociale en faveur de l'enfance et de la famille 2014-2018 adopté le 12 décembre 2013 ;

Considérant que le projet est compatible avec les objectifs et répond aux besoins sociaux et médico-sociaux du schéma départemental susvisé ;

Considérant que le projet est compatible avec les objectifs du projet territorial de la Direction territoriale de la protection judiciaire de la jeunesse ;

Considérant les réponses apportées aux besoins quantitatifs et qualitatifs auxquels le projet est censé répondre ;

Considérant que l'établissement « Le Catalpa » accueille 35 mineurs, depuis la date du 16 juillet 2004 ;

Considérant qu'il a fait l'objet d'une autorisation, en date du 16 juillet 2004 ;

Considérant qu'il a fait l'objet d'une habilitation, en date du 28 décembre 2007;

Considérant l'avis donné par la commission de sélection en date du 26 février 2018 pour l'extension de la capacité du service ;

Sur proposition de Monsieur le Directeur général des services du département de l'Isère et Monsieur le Directeur interrégional de la protection judiciaire de la jeunesse centre-est ;

ARRESENT

Article 1 :

L'autorisation de l'établissement « Le Catalpa », situé 180 boulevard de Charavines, 38500 Voiron, géré par l'association de protection de l'enfance et d'accompagnement des adultes « Sauvegarde Isère » sise 15 boulevard Paul Langevin, BP 70016 38601 Fontaine, est modifiée.

Article 2 :

Il est autorisé à accueillir 70 mineurs, garçons et filles de 15 à 18 ans.

Article 3:

L'établissement « Le Catalpa » a pour mission de mettre en place un parcours résidentiel adapté et progressif (collectif, semi autonomie, studio en autonomie) et un accompagnement à l'insertion professionnelle durable, en application des textes susvisés.

Article 4 :

Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction, le fonctionnement du service par rapport aux caractéristiques en vigueur devra être porté à la connaissance du Préfet et du Président du Conseil départemental.

L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord du Préfet et du Président du Conseil départemental.

Article 5 :

La présente autorisation est valable sous réserve du résultat d'une visite de conformité organisée dans les conditions prévues par les articles D. 313-11 à D. 313-14 du code de l'action sociale et des familles.

Article 6 :

Cet établissement est répertorié au fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS).

Article 7 :

En application de l'article R.313-7 du code de l'action sociale et des familles, le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et du Département de l'Isère.

Article 8 :

En application des dispositions des articles R.312-1 et R.421-1 du code de justice administrative, le présent arrêté peut, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, faire l'objet :

d'un recours administratif gracieux devant le Préfet du département, autorité signataire de cette décision ou d'un recours administratif hiérarchique devant le Ministre de l'Intérieur ;

d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif territorialement compétent. En cas de recours administratif, le délai de recours contentieux est prorogé.

Article 9 :

Monsieur Le Préfet du département de l'Isère, Monsieur le Président du Conseil départemental, Monsieur le Directeur interrégional de la protection judiciaire de la jeunesse centre-est et Monsieur le Directeur général des services du département de l'Isère sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Grenoble, le 19/10/2018

Pour le Président et par délégation
La Directrice générale adjointe
chargée de la famille



Séverine Battin

Le Préfet de l'Isère,

Pour le Préfet, par délégation
Le Secrétaire Général



Philippe PORTAL



EXTRAIT DES DÉLIBÉRATIONS

Séance du 16 novembre 2018

DOSSIER N° 2018 DOB A 01 01

Politique : - Enfance et famille

Programme : Accompagnement des jeunes

Opération : Prévention spécialisée et animation de prévention

Objet : Rapport d'orientation relatif à l'animation de prévention

Dépôt en Préfecture le : 23 nov 2018

Le Conseil départemental,

Vu le rapport du Président n° 2018 DOB A 01 01,

Vu l'avis de la commission de l'action sociale et des solidarités,

Entendu, le rapport du rapporteur Madame Sandrine MARTIN GRAND au nom de la commission de l'action sociale et des solidarités,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

d'approuver les orientations telles qu'elles sont présentées dans le rapport et les documents ci-annexés.

Abstention : 5 (groupe Rassemblement des citoyens – Solidarité et Ecologie, groupe Communistes et Gauche Unie-Solidaire : David Queiros)

Pour : le reste des Conseillers départementaux présents ou représentés

ADOPTE

Annexe 1 : Complément de rapport d'activité

Document d'évaluation et de suivi de l'animation de prévention						
		- de 12 ans	12 - 14 ans	14 - 16 ans	16 - 18 ans	18 - 21 ans
Public	Age du public					
	Fille					
	Garçon					
	Nombre de jeunes suivis / en relation					
	Fille					
	Garçon					
	Nombre de jeunes en contact régulier					
	Fille					
Garçon						
Accompagnements individuels	Nombre de jeunes en accompagnement					
	Fille					
	Garçon					
	Type d'accompagnement					
	Construction de la relation					
	Relation à la famille					
	Scolarité / Prévention du décrochage scolaire					
	Formation					
	Insertion professionnelle					
	Inscription sociale et citoyenne					
	Hébergement					
	Santé					
	Conduites à risques					
Justice						
Protection de l'Enfance						
Prévention de la radicalisation						
Organisation des loisirs						

		- de 12 ans	12 - 14 ans	14 - 16 ans	16 - 18 ans	18 - 21 ans
Actions collectives	Actions spécifiques menées dans l'année					
	<u>Nom de l'action :</u>					
	Description de l'action :					
	Partenaires:					
	Public Fille					
	Public Garçon					
	<u>Nom de l'action :</u>					
	Description de l'action :					
	Partenaires:					
	Public Fille					
	Public Garçon					
	<u>Nom de l'action :</u>					
	Description de l'action :					
	Partenaires:					
	Public Fille					
Public Garçon						
Lieux de rencontre						
Travail de rue						
Partenaires						
Domicile						
Local						

Pour les définitions, se référer à la Charte départementale de la Prévention Spécialisée et de l'Animation de Prévention de décembre 2013.

Annexe 2 :

Formations des animateurs de prévention

La structure mettant en œuvre l'animation de prévention s'engage à faire intervenir pour l'action socio-éducative, définie dans le rapport d'orientation, des animateurs de prévention titulaires de l'un des diplômes suivants :

- Brevet d'Etat d'animateur et technicien d'éducation populaire (BEATEP) ;
- Diplôme d'Etat de moniteur éducateur (DEME) ;
- Diplôme d'Etat de la Jeunesse, de l'Éducation Populaire et du Sport (DEJEPS) ;
- Diplôme d'État Supérieur de la Jeunesse, l'Éducation Populaire et le Sport (DESJEPS) ;
- Brevet Professionnel de la Jeunesse, de l'Éducation Populaire et du Sport (BPJEPS) ;
- Diplôme d'Etudes Universitaires Scientifiques et Techniques dans le domaine de l'accompagnement social ou de l'animation sportive (DEUST) ;
- Licence STAPS (sciences et techniques des activités physiques et sportives) ;
- Master MEEF (métiers de l'enseignement, de l'éducation et de la formation - second degré) ;
- Master STAPS APA-S (activité physique adaptée et santé) ;
- Brevet d'Aptitude Professionnelle d'Assistant Animateur Technicien de la Jeunesse et des Sports (BAPAAT) ;

L'animation de prévention en Isère

En complément des interventions de prévention spécialisée mises en œuvre sur les quartiers prioritaires de la politique de la ville (hors territoire de la Métropole grenobloise) par des associations habilitées et financées intégralement par le Département, le Conseil départemental apporte son soutien financier aux collectivités locales (communes et établissements publics de coopération intercommunale) qui développent, sur leur territoire, des actions d'animation de prévention.

L'animation de prévention consiste à accompagner (individuellement et collectivement) sur le volet socio-éducatif des jeunes en rupture ou en risque de marginalisation, d'isolement ou de ségrégation sociale et culturelle, en conflit ou non avec leur environnement, avec le support de lieux d'animation où ces jeunes trouvent difficilement leur place. L'objectif étant de prendre appui sur les structures existantes d'un territoire pour permettre à celles-ci d'inscrire ces jeunes rencontrant des difficultés dans leurs activités classiques et ainsi permettre leur insertion, leur inscription dans un réseau local et leur participation à la vie du territoire.

En décembre 2013, le Département a validé avec l'ensemble des acteurs de l'animation de prévention et de la prévention spécialisée une charte départementale afin de rappeler les objectifs poursuivis par ces deux types d'interventions et de redéfinir au regard des évolutions législatives et sociétales, de manière partagée, les missions, les publics, des outils, les modalités d'intervention et d'évaluation. Ce document a été complété en décembre 2016, par un rapport définissant de nouvelles orientations données aux acteurs de la prévention spécialisée par le Département.

En 2018, on dénombre 10 interventions d'animation de prévention développées sur 6 des 13 territoires du Département. Ce qui représente une participation départementale à hauteur de 327 609 €.

Concernant l'ensemble de ces actions, il est constaté une grande hétérogénéité entre les différentes interventions menées actuellement dans le cadre de l'animation de prévention. Cette hétérogénéité se retrouve également dans les différents rapports d'activité transmis aux services qui ne répondent pas tous aux attentes du Département en termes d'évaluation. Par ailleurs, le Département est sollicité par un certain nombre de communes et d'établissements publics de coopération intercommunale souhaitant mettre en place de l'animation de prévention sur leur territoire.

Au regard de ces constats et dans un contexte budgétaire contraint, le Conseil départemental souhaite redéfinir ses attentes en matière d'animation de prévention afin :

- d'ouvrir ces interventions vers les acteurs de droit commun intervenant en direction des jeunes (socio-culturel, socio-éducatif, sport, insertion socio-professionnelle...);
- de trouver de nouvelles réponses plus adaptées aux réalités des territoires et aux besoins des jeunes et de leurs familles ;
- d'avoir une meilleure lisibilité des actions menées et de leur impact dans les parcours de jeunes accompagnés.

Le « public cible »

Le Département recentre ces interventions sur les jeunes de 12 à 21 ans en risque de marginalisation, de ségrégation sociale ou culturelle, en conflit ouvert avec leur environnement ou en danger d'isolement, afin de favoriser leur insertion.

Concernant les jeunes de 18 à 21 ans, une attention doit être maintenue de manière à les orienter vers les dispositifs ou les structures de « droit commun » en mesure de répondre à leurs difficultés d'insertion sociale et professionnelle.

Par ailleurs, les acteurs de l'animation de prévention veillent à prendre en compte de façon collaborative les personnes (parents, habitants, acteurs non-institutionnels) concernées et impliquées lors de l'élaboration des projets d'actions éducatives.

Les territoires d'intervention

Les interventions d'animation de prévention sont mises en œuvre dans des zones de tensions sociales (hors territoires comprenant des quartiers prioritaires de la politique de la ville), où des besoins ont été identifiés localement par la collectivité porteuse/demandeuse d'une intervention et ses partenaires, dont les services du Département.

Les prérequis pour une intervention d'animation de prévention

Toute collectivité souhaitant mettre en œuvre sur son territoire une intervention d'animation de prévention doit préalablement :

- avoir développé une politique en direction des jeunes de son territoire ;
- avoir réalisé un diagnostic partagé (avec l'ensemble des acteurs concernés, notamment les services de la Direction territoriale du Département) sur la situation des jeunes de son territoire faisant apparaître les problématiques rencontrées et les besoins identifiés.

Cette demande est faite par le représentant légal de la collectivité et adressée au Président du Conseil départemental de l'Isère. Ce courrier de demande doit être accompagné d'une note explicative, d'un descriptif du projet envisagé comportant des éléments qualitatifs, quantitatifs et un budget prévisionnel.

Les modalités d'intervention

L'animation de prévention s'appuie sur les structures d'animation jeunesse pour apporter une aide et un soutien, à des jeunes de 12 à 21 ans en risque de marginalisation, de ségrégation sociale ou culturelle, en conflit ouvert avec leur environnement ou en danger d'isolement, afin de favoriser leur insertion. Ces structures peuvent être soit des services internes à la collectivité porteuse de l'action, soit une association missionnée par la commune ou l'établissement public de coopération intercommunale.

Les équipes d'animation de prévention :

- proposent et assurent un accompagnement socio-éducatif individuel et collectif aux publics en rupture ou en risque de marginalisation ou d'isolement ;
- interviennent en direction du jeune ou du groupe de jeunes et de l'environnement familial et social ;

- favorisent la mise en œuvre d'actions d'animations collectives en s'appuyant sur le tissu local d'acteurs socioéducatifs, du sport, de la culture et de l'insertion professionnelle ;

Concernant les actions dans les espaces publics, les animateurs de prévention :

- prennent l'initiative d'aller à la rencontre des jeunes ou des groupes ;
- favorisent toute initiative d'animation de ces espaces ;
- interviennent et traitent les tensions qui peuvent apparaître et désamorcent des risques de débordements,
- réagissent aux actes qui appellent une réponse éducative,
- observent, analysent, comprennent les situations des jeunes et de leur environnement,
- accompagnent les jeunes qui ont besoin d'un soutien particulier.

Le travail en réseau et le partenariat:

Dans chaque territoire concerné, le responsable de territoire impulse, en lien avec la direction de l'éducation de la jeunesse et du sport, des modalités de partenariat avec les professionnels de l'animation de prévention, selon les orientations départementales. Il favorise la participation des acteurs de l'animation de prévention aux instances de pilotage des dispositifs mettant en œuvre les politiques publiques concourant à cette mission et soutient l'élaboration de projets d'intervention adaptés aux besoins recensés par l'ensemble des partenaires.

L'intervention de l'animation de prévention s'inscrit dans un territoire donné et s'articule avec d'autres actions menées dans le cadre de politiques publiques (protection de l'enfance, prévention de la délinquance et sécurité publique, politiques éducatives locales...). La participation des équipes d'animation de prévention à ces dispositifs apparaît alors comme nécessaire et indispensable. Elle doit se faire dans le respect du cadre fixé à l'animation de prévention. Le partenariat institutionnel doit permettre une élaboration collective des réponses qu'appelle l'analyse partagée des problématiques rencontrées. Le travail en réseau vise à la cohérence des coopérations éducatives autour d'un ou des jeunes entre acteurs éducatifs dont les parents et les différents professionnels.

Les groupes de travail thématiques des Conférences territoriales des solidarités, organisés et animés par les directions territoriales du Département, sont l'un des espaces favorisant les coopérations entre les différents acteurs d'un territoire intervenant en direction des jeunes et de leurs familles.

Le développement de nouvelles pratiques :

Le Département souhaite que les acteurs de l'animation de prévention développent des chantiers éducatifs ainsi que de nouvelles actions avec d'autres acteurs intervenant en direction des jeunes et de leurs familles :

Les chantiers éducatifs :

Depuis décembre 2013, cet outil initialement développé par la prévention spécialisée est ouvert aux acteurs de l'animation de prévention et ses partenaires.

Les chantiers éducatifs s'appuient sur une démarche éducative. Ils sont un vecteur de socialisation facilitant la progression du jeune dans un parcours d'insertion. Ils sont un moyen d'inciter les jeunes à participer à la vie locale, donnent une image positive de la jeunesse et peuvent être un tremplin vers l'emploi, en permettant aux jeunes d'acquérir des compétences (savoir-être et savoir-faire) et de découvrir leurs capacités.

Pour l'élaboration de ces chantiers et la mise sous contrat de travail des jeunes, les équipes d'animation de prévention doivent se rapprocher des services territoriaux du Département et de l'une des associations intermédiaires en charge des chantiers éducatifs sur le département de l'Isère.

Les appels à projets en direction des structures éducatives :

Dans le cadre de sa politique en direction de la jeunesse, le Département met en place un certain nombre d'appels à projets (ex : sports de nature, missions d'intérêt général...) qui ont pour objectif de favoriser l'intégration des jeunes par la mise en place d'actions partenariales mobilisant des acteurs de droit commun tel que les clubs sportifs professionnels. Afin de développer des actions de ce type, les équipes d'animation de prévention peuvent porter candidature et proposer des actions. Pour ce faire, elles doivent se mettre en lien préalablement avec les partenaires de droit commun concernés par ces appels à projets. Dans ce même souci, d'expérimentation d'actions innovantes et d'ouverture des accompagnements socio-éducatifs existants vers les acteurs « jeunesse » de droit commun, le Département ouvre le dispositif « animation de prévention » à des nouveaux profils d'animateurs de prévention (cf. Annexe 2 : Formations des animateurs de prévention).

Le suivi et l'évaluation des interventions

Le principe d'évaluer l'action de l'animation de prévention dans un territoire est un axe de recherche prioritaire afin de mesurer l'adéquation entre les finalités définies et la réalisation concrète de cette mission.

Pour ce faire, chaque structure porteuse transmet aux services du Département (Direction territoriale et Direction de l'éducation et de la jeunesse), avant le 30 avril de l'année n, les données relatives à l'année n-1, notamment le rapport d'activité, le compte-rendu financier indiquant l'emploi de la participation financière dévolue à l'action ainsi que le document d'évaluation et de suivi de l'animation de prévention complété (Annexe 1).

Pour l'évaluation des interventions, les services du Département étudient ces documents et notamment le rapport d'activité qui doit présenter :

- le nombre de jeunes repérés ;
- le nombre de jeunes pour lesquels un accompagnement plus spécifique est effectué ;
- des éléments permettant de qualifier les publics,
- le nombre d'interventions plus collectives ;
- des analyses sur les problématiques identifiées, les besoins recensés ;
- des éléments précis sur les différentes actions partenariales entreprises, sur le nombre et les caractéristiques de ces actions complémentaires réalisées ;
- des descriptions concrètes d'interventions spécifiques ;

- des analyses sur l'évolution des difficultés et sur des perspectives d'intervention à élaborer ;

Après transmission de ces éléments de bilan, des rencontres techniques sont organisées entre les services du Département et les acteurs de l'animation de prévention du territoire, auxquels peuvent être associés d'autres partenaires locaux. Ces rencontres ont pour rôle de suivre les actions menées en fonction des besoins repérés localement, dans le respect des orientations départementales et des conventions.

A l'issue de ces phases d'évaluation de nouveaux objectifs peuvent être définis en fonction des besoins recensés.

Les modalités de financement

Les interventions d'animation de prévention font l'objet d'un co-financement entre la Commune ou l'Intercommunalité (demandeuse et/ou porteuse de l'action) et le Département, le montant de la subvention accordée est à l'entière appréciation des autorités délégataires des crédits. La participation financière du Département à chaque intervention représente au maximum 50% du coût de l'intervention.

ANNEXES :

Annexe 1 : Document d'évaluation et de suivi de l'animation de prévention.

Annexe 2 : Formations des animateurs de prévention.

Hôtel du Département de l'Isère - CS 41096 - 38022 GRENOBLE CEDEX –
Tél : 04.76.00.38.38

Directeur de la publication : Erik Malibeaux
Rédaction et abonnement : service relations usagers